

NAPOLÉON III
ET
SA POLITIQUE

PAR PIERRE DE LA GORCE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PARIS - PLON ET NOURRIT ET Cie - 1933.

PREMIÈRE PARTIE. — LES JOURS HEUREUX.

I. - Deux Bonapartes : fiction et réalité. — II. - Avant et après le succès. — III. — Traits où se reconnaît le prince : goût du mystère. — IV. - Obstination. — V. - Politique idéaliste de Napoléon III : comment son regard embrasse l'humanité plus encore qu'il ne se limite à la France. — VI. - A l'apogée de la puissance. — VII. - Les affaires italiennes. — VIII. - Les premières concessions libérales (décret du 24 nov. 1860). — IX. - La fidélité du peuple. — X. - Les complications de la pensée impériale. — XI. - La Prusse : Bismarck : quel incroyable concours de chances le favorise : sympathie de l'Empereur pour la Prusse. - Les affaires danoises. — XII. - L'entrevue de Biarritz.

DEUXIÈME PARTIE. — LES JOURS SOMBRES.

I. - L'Empereur et l'Italie. — II. - Après Sadowa. — III. - L'année de l'Exposition. — IV. - Les points noirs. - La loi militaire. — V. - Comment l'Empereur est à la fois très entouré et très isolé. Rouher : les hommes nouveaux. — VI. - Cris d'alarme. — VII. - L'Autriche. — VIII. - Coalition contre l'Empire de toutes les forces révolutionnaires. — IX. - L'Empire libéral. — X. - Le ministère Ollivier. — XI. - La catastrophe.

PREMIÈRE PARTIE

LES JOURS HEUREUX

I

Dans la plupart des bibliothèques publiques, s'alignent, en un repos non troublé, de gros volumes grand in-octavo, de papier superbe, d'impression magnifique, à la couverture marquée aux armes impériales : aigle, couronne, manteau parsemé d'abeilles d'or. Ce sont les œuvres de Napoléon III. Si l'on en sollicite la communication, une surprise à peine déguisée accueille la demande. Si l'on insiste, le bibliothécaire s'éloigne et reste assez longtemps absent ; car la peine de la relégation, qui existe pour les hommes, existe aussi pour les livres ; et c'est dans les rayons les plus éloignés, les plus dissimulés, les plus obscurs, qu'il faut s'aventurer pour découvrir les ouvrages de celui qui, pendant dix-huit ans, a gouverné la France. Les volumes arrivent enfin, couverts d'une poussière à demi séculaire ; et leurs feuillets généralement non coupés attestent que, si on ne les lit plus aujourd'hui, on ne les lisait guère davantage, même quand la flatterie ou l'intérêt eût conseillé de ne pas paraître les ignorer. Ce total abandon n'est point tout à fait juste. On ne peut dire de ces livres ni qu'ils sont bons, ni qu'ils sont mauvais ; mais ils sont suggestifs, en ce sens qu'on y trouve, avec leurs aspects emmêlés et presque contradictoires, toutes les idées maîtresses qui devaient inspirer le gouvernement futur. Tout ici est contraste, et à tel point que la psychologie, même la plus avertie, se sent déconcertée. Des lieux communs développés avec une solennité continue, mais sous lesquels se découvre parfois une théorie originale, à condition qu'on la cherche patiemment et longtemps ; un perpétuel cliquetis d'antithèses, puis, tout à coup, une formule heureuse qui captive par son air de grandeur ou séduit par sa générosité ; de la naïveté et de la rouerie ; des témérités surprenantes et de cauteleuses prudences ; des idées si confuses qu'on ne les distingue plus dans les profondeurs où elles semblent enfouies et qui, au moment où on désespère de les dégager, éclatent avec un son claironnant. Que si, à la manière d'une anthologie, on essaie d'extraire de ces livres les maximes qui y sont contenues, on en pourra composer deux recueils, l'un qui étonnera par sa sagesse, l'autre qui stupéfiera par ses sophismes. Mais à peine ce classement sera-t-il achevé qu'on sera tenté de le recommencer, tant il apparaîtra trompeur et sujet à retouches ; car il arrive souvent que plus la pensée est chimérique, plus elle revêt les apparences de la raison la plus assurée.

Le grand malheur de cet homme fut de régner. Je me le figure dans les rangs moyens de la vie, et assez en dehors des affaires pour pouvoir rêver à l'aise et tout haut, sans péril pour la chose publique. Il ne rêve point toujours ; il est à

ses heures très clairvoyant, très sensé, quoique son bon sens même ne ressemble pas au bon sens des autres. De bonne heure, ce Bonaparte imaginaire écrit comme l'autre Bonaparte et, comme lui, sur toute espèce de sujets, politique, armée, condition du peuple, organisation sociale. Après 1830, il se passionne pour l'Italie, à moins qu'il ne se soit déjà passionné pour la Grèce, et paie vaillamment de sa personne, car il est courageux par nature, par fatalisme aussi. S'il n'était retenu parmi les Italiens, volontiers il s'enrôlerait dans l'équipe d'Enfantin et pontifierait à Ménilmontant. Mais, si attentif qu'on soit à ne pas perdre son temps, on ne peut être partout à la fois. Du moins, il se dédommage, — car naturellement, il est dans l'opposition, — en écrivant dans *le Bon Sens*, et plus tard dans *la Réforme*, comme l'autre Bonaparte, le vrai, dans *le Guetteur de Saint-Quentin* et *le Progrès du Pas-de-Calais*. Il y écrit avec tant de hardiesse qu'il encourt la prison, une de ces prisons douces comme celles du bon roi Louis-Philippe, une de ces prisons où l'on entrait sans angoisses, d'où l'on sortait sans repentir.

1848 arrive. Tout le monde déraisonne ; — lui, le Bonaparte, rêve, un peu moins que tout le monde, ce qui lui vaut, — car tout est relatif, — une petite réputation de sagesse. Et il lui advient ce qui advint à Hamlet qui, nous apprend Shakespeare, avait passé pour un peu fou en Danemark, mais sembla, par comparaison, fort raisonnable quand on l'eut exporté en Angleterre. A ce Bonaparte imaginaire l'entreprise du 2 Décembre déplaît fort, mais, comme il est de compréhension un peu lente, il délibère longtemps avec lui-même s'il doit protester ou se taire et, pendant que son indignation à retardement mijote, il apprend que le calme est rétabli. Du rang des résignés, il glisse bientôt dans le rang des satisfaits. C'est qu'il s'est laissé griser par toutes les maximes que proclame le vrai Bonaparte, celui de l'histoire. A son tour il répète, à la manière d'un écho, que la liberté politique est de médiocre prix auprès de la liberté civile, que l'hommage supérieur à la souveraineté populaire dispense de s'astreindre au misérable train du régime constitutionnel, que le vrai progrès réside non dans les paroles, mais dans l'accumulation des mesures qui assureront le bien-être des masses. Le voici qui, sans beaucoup préciser, s'enivre de tout ce langage, se forge pour l'avenir le rêve de la plus attendrissante félicité, et se pique d'être le patron de toutes les philanthropies de la terre.

Il commence à émerger, et à l'Exposition universelle de 1855, je me le représente aisément commissaire d'une section. Naturellement, il est décoré. Il a écrit des articles de revue ; maintenant, il s'essaie à des livres, et, tout féru de questions sociales, prend rang dans la cohorte de ceux qui font des *Mémoires* pour l'Académie des sciences morales. Dire qu'il est clair serait pure flatterie ; mais son obscurité affecte des formes si assurées, qu'elle en prend parfois des airs de profondeur, en sorte que ses défauts le rehaussent plus que ne feraient des qualités. Il se complaît à toucher à tout, mais sans grand péril, parce que, dépourvu de tout pouvoir, il ne réussirait, — fût-il très lu, — qu'à déranger peu de chose. Il aime les nationalités bien groupées, brûle de les aider et se désole de ne pouvoir les favoriser que par conférences ou brochures. Aucune nouveauté ne l'effraie, en sorte qu'on le rangerait volontiers parmi ces esprits libertins dont parle Bossuet. Libertin, il l'est aussi au sens de tous les temps, mais avec une inconscience si tranquille, qu'elle semble rejoindre l'innocence. Ceux qui le connaissent le mieux le disent fidèle à ses amis, reconnaissant du moindre service, large de sa bourse, secourable à toutes les infortunes.

Quand il meurt, l'affluence est grande à ses funérailles, et son éloge circule dans toutes les bouches. Le bruit se répand même d'un legs très généreux qu'il aurait

fait aux œuvres de bienfaisance. La nouvelle est vraie, mais la déception suit de près l'espérance ; car, quand on fait l'inventaire, on s'aperçoit que tout a été dépensé et qu'il ne reste que des dettes.

II

Je m'éloigne à regret de ce Bonaparte imaginaire qui fut inoffensif et bon, pour m'attacher à l'autre Bonaparte qui, hélas ! ne fut point inoffensif, mais fut bon aussi, et il faut qu'il l'ait été à un degré singulier pour qu'ayant été si funeste, il n'apparaisse point haïssable.

L'une des difficultés de le peindre est de saisir le moment où l'on peut le mieux le fixer. Il n'est guère de marchand d'eau capillaire qui n'étale à sa devanture un crâne tout dénudé et un autre tout regarni de cheveux. *Avant, après*, dit la légende explicative. De même, il y a le Bonaparte d'avant le succès, le Bonaparte d'après la réussite.

En 1848, on ne le connaît que par les échauffourées de Strasbourg et de Boulogne qui passent pour pure folie. A la nouvelle de la Révolution, il arrive de Londres, puis, sur l'injonction du gouvernement provisoire, il repart aussitôt, et avec une telle apparente indifférence, qu'on le croit négligeable. Il est élu quatre fois aux élections complémentaires du mois de juin ; et quelques-uns commencent à s'étonner. *L'entraîn pour notre ancien justiciable va toujours croissant*, écrit le chancelier Pasquier qui a présidé la Cour des pairs après le complot de Boulogne. Mais, sur le seul avis que sa présence pourrait exciter des troubles, le prince donne sa démission, et cette silencieuse modestie qui est habileté engourdit de nouveau les soupçons. En novembre 1848, M. de Saint-Priest, qui dîne avec Louis Bonaparte chez la princesse Mathilde, le trouve emprunté et timide, vulgaire de tournure, laid de visage, d'accent suisse très prononcé ; mais en même temps, il remarque, — moitié railleur, moitié inquiet, — ses prétentions princières : il passe le premier à table et proclame avec un air péremptoire que la France a besoin d'être gouvernée. *Nos amis*, ajoute M. de Saint-Priest décidément un peu soucieux, *ne trouveront pas dans ce nouveau Télémaque un élève aussi docile que celui de Mentor*¹. Cependant, Louis Bonaparte, élu de nouveau, prend séance à l'Assemblée constituante, et, en le voyant, en l'entendant, on ne peut se persuader qu'il soit jamais dangereux. *Il est de taille moyenne, dit M. Thiers, jambes courtes, corps un peu long, tournure de petit Suisse, et des yeux sans expression dont on ne saurait dire la couleur*². Et voilà l'image peu flattée du prince avant que l'eau lustrale du suffrage universel le baptise et que le destin se prononce pour lui.

Quatre ans s'écoulent. Louis Napoléon s'est fait élire président de la République. Il a maîtrisé l'Assemblée constituante. Il a gagné en vitesse et en habileté l'Assemblée législative. Il a, par le coup d'Etat, établi son pouvoir et, en restaurant l'Empire, a communiqué à ce pouvoir l'aspect de la perpétuité. A chaque étape de la fortune ascendante, s'est dégagée, d'abord un peu vague, puis débarrassée de ses voiles, l'autre image, celle *d'après*. Il semble, — tant

¹ Lettre du 6 novembre 1848. BARANTE, *Souvenirs et correspondance*, t. VII, p. 387.

² Mme DOSNE, *Mémoires*, t. I, p. 244.

sont impressionnables les appréciations des hommes, — que la personne même du prince se soit transformée. On le jugeait de petite taille : maintenant, on se contente de dire qu'il n'est pas très grand ; on raillait ses courtes jambes : maintenant on observe que, s'il est un peu lourd à pied, il a merveilleuse tournure à cheval ; on lui trouvait les yeux ternes : maintenant on découvre qu'ils sont bleus, vraiment bleus, et révèlent tantôt l'énergie, tantôt la douceur, ou même les deux à la fois. On se moquait de son accent suisse et de ses inflexions traînantes : maintenant cette lenteur dans l'expression semble l'indice d'une pensée profonde qui aime mieux peser les mots que de les précipiter. Sur les aptitudes du prince, l'évolution n'est pas moindre. On le disait d'esprit médiocre : maintenant il serait de mauvais goût de contester ses capacités ou ses lumières ; on le disait de jugement peu sûr : maintenant tout lui a tellement réussi qu'on attribue à sa seule sagesse ce qui fut dû aussi à l'aveuglement de ses adversaires et à sa propre fortune.

Au dedans, nul obstacle. Quant à l'Europe, elle ne laisse pas que de se scandaliser, tant la Restauration d'un Bonaparte est contraire aux tractations de 1815 ! Mais pour Napoléon, nul sujet de vraie crainte. Le seul qui se hausse jusqu'à publier son improbation est Nicolas. A Vienne, on est soucieux, mais on se tait. En Angleterre, lord Palmerston a applaudi au coup d'Etat, soit par médiocre regret des régimes précédents, soit qu'il ait pressenti, en ennemi de la France, tout ce que notre pays pourrait courir de risques avec le maître qu'il se donnait. Au moment de la proclamation de l'Empire, le chef du Foreign Office est lord Malmesbury qui est pour Napoléon III un ami. Le plus indigné est le roi de Prusse ; mais il s'indigne *in petto*, en des lettres très secrètes écrites à son confident et ami, le chevalier de Bunsen. Non seulement il s'indigne, mais surtout il s'inquiète¹. En quoi il a tort. Combien la Prusse ne se réjouirait-elle pas si elle connaissait son bonheur !

III

Je voudrais, sans m'astreindre à l'ordre des dates, graver les traits principaux où se reconnaît ce personnage, l'un des plus complexes qui furent jamais.

Il porte en lui deux signes : il est à la fois très secret et très obstiné.

Tout lui a appris dès son enfance à s'envelopper de mystère. Après 1815, une sorte de haute police internationale s'est étendue sur les Bonaparte : visites, excursions, voyages, tout était noté. Quiconque se sent épié s'accoutume à tout cacher. Ainsi Louis Bonaparte prit-il de bonne heure l'habitude de cheminer par des voies souterraines, à tel point que, plus tard, il s'y enfouirait, même lorsque la dissimulation serait inutile ou dangereuse.

L'Italie était la terre classique des sociétés secrètes. Pour Louis-Napoléon, attiré d'instinct par toutes les menées clandestines, elle fut l'école d'application. Il en embrassa la cause, sinon avec beaucoup de sagesse, du moins avec beaucoup de courageuse ardeur. Il y trouva des amis très chauds, très compromettants aussi,

¹ *Aus dem Briefwechsel Friedrich-Wilhelm IV mit Bunsen*, von Léopold DE RANKE, p. 295 et 299.

et attentifs à l'engager dans les liens d'une solidarité qu'ils sauraient lui rappeler un jour.

Conspirer pour les autres, c'est apprendre à conspirer pour soi-même. Ainsi fit le prince, mais en novice qui s'est mal assimilé les leçons. De là, les deux échauffourées de Strasbourg et de Boulogne. L'emprisonnement de Ham suivit et ne servit qu'à aiguïser chez le captif le goût des complots ; car plus les barreaux d'un cachot interceptent l'horizon, plus l'imagination s'envole en toute sorte d'aventures. Cependant, entre tous les complots, le plus urgent était de s'échapper. Louis-Napoléon s'échappa, et non sans un certain amusement du public ; car tout peuple, pour peu qu'il soit frotté de romantisme, s'intéressera toujours aux récits d'évasion.

Président de la République, le prisonnier de Ham garde ses allures de conspirateur. Seulement, la conspiration est plus ample, plus savante : c'est la conspiration du pouvoir exécutif contre l'Assemblée législative.

Jamais intrigue ne fut plus soigneusement graduée. Louis Bonaparte a d'abord des ministres qui sont les mandataires des députés, plus encore que ses propres agents : Odilon Barrot, Tocqueville, Falloux. Puis il évolue, mais doucement et, dans la distribution des portefeuilles, s'applique moins à former une administration homogène qu'à juxtaposer des individus isolés que lui-même dominera et qui attendront de lui avenir et fortune. En pratiquant une première émancipation, il se garde de briser avec les chefs parlementaires. Vis-à-vis d'eux, il est à la fois docile et fuyant, et, en commençant d'être redoutable, il conserve des airs de disciple. Le propre des vrais conspirateurs est de sortir quelquefois de l'ombre où ils travaillent pour éclater tout à coup au grand jour ; et ces accès de franchise brutale, en masquant la dissimulation elle-même, achèvent d'en assurer le succès. Louis Napoléon a saisi l'opportunité. De temps en temps, en ses voyages, il s'applique à jeter quelques paroles retentissantes qui se graveront dans l'âme populaire. Un jour, à Saint-Quentin, en un accès de ferveur démocratique, il proclame que **ses vrais amis ne sont pas dans les palais, mais sous le chaume**¹. Un autre jour, à Lyon², il rend un éclatant hommage à la souveraineté nationale. Une autre fois, par exemple à Caen, il montre à demi, mais sans la dégainer tout à fait, — ce qui gênerait tout, — l'épée de Napoléon. **Si des jours orageux, dit-il, devaient reparaître, et que le peuple voulût imposer de nouveaux devoirs au chef du gouvernement, ce chef, à son tour, serait bien coupable de désertier cette haute mission**³. Ayant parlé de la sorte, Louis Bonaparte rentre dans le silence, laissant s'user par ses harangues l'Assemblée qui parle toujours.

Entre les deux pouvoirs, il y a des trêves, par exemple celle qui se marque par le message pacifique du 12 novembre 1850. Mais on ne se réconcilie que pour mieux se brouiller. A deux mois du message, Changarnier est destitué du commandement de l'Armée de Paris, et, du même coup, l'Assemblée est privée de son défenseur. La révision de la constitution, en permettant de proroger les pouvoirs du prince, lui épargnerait la tentation et le risque d'usurper, mais la révision est rejetée. La conspiration entre alors dans la phase aiguë, avec des ouvriers qui travaillent à fleur de terre et dont on entend les coups de pioche. L'Assemblée qui se sent menacée voudrait bien pratiquer une contre-mine, mais

¹ Discours du 9 juin 1850.

² Discours du 15 août 1850.

³ Discours du 4 septembre 1850.

le moyen de conspirer utilement quand on conspire à cinq cents ! Un double souci pour Napoléon, celui d'entraîner le peuple et de rallier la bourgeoisie : on attire l'un par l'appât du suffrage universel à rétablir sans aucune condition de domicile ; on conquiert l'autre par la perspective des désordres qu'amènerait en 1852 le renouvellement simultané des pouvoirs exécutif et législatif.

Sous la devanture d'un ministère inoffensif, se cache le complot. C'est à l'arrière-plan qu'il faut chercher les acteurs véritables. Ils sont tous là : Morny, homme politique consommé et avec toutes les audaces du joueur ; Saint-Arnaud, inscrupuleux autant que vaillant, mais promis à un trépas glorieux, soldat dont Plutarque eût négligé la vie et raconté la mort ; Persigny, un ami de jeunesse, fanatique en son dévouement, mais exigeant, incommode, fantasque comme l'est parfois le dévouement lui-même ; Maupas enfin, un peu inégal à une si redoutable entreprise. Ils sont tous là, mais immobiles, silencieux comme des soldats avant l'assaut. Au dernier moment, le prince hésite. Est-ce scrupule ? Certes, il aime les conspirations. Mais, avec sa nature à la fois tenace et un peu indolente, il trouve tant de plaisir à les rêver qu'il reculerait volontiers l'heure décisive. Cependant, il ne lui est plus permis de s'arrêter, et son vieux camarade Persigny le pousse rudement par les épaules, tandis que Morny, son frère, le soutient doucement par la main.

La victoire est complète : aujourd'hui la dictature, demain l'Empire. Désormais, nul besoin de cheminer par les voies souterraines. Mais le pli est si bien pris que le souverain, qui a conspiré pour abattre ses adversaires, se cache dans le succès comme il s'est caché dans la fortune incertaine. Est-ce défaut de sincérité ? C'est plutôt routine de dissimulation, complication d'un esprit trop naturellement embrouillé pour comprendre les choses simples ; c'est peut-être aussi un certain *dilettantisme*, comme si la réussite, obtenue en dehors des voies ordinaires, séduisait par un certain aspect de raffinement et de bien joué. Cette manière soupçonneuse se mêle d'ailleurs de naïveté, et le même homme, qui repoussera comme vulgaires les solutions du bon sens, se livrera à toutes les conceptions de l'empirisme ; car la méfiance a aussi ses dupes. Au faîte de la puissance, le prince se cache, non seulement de sa famille, — ce qui serait assez naturel, — mais de ses amis, de ses meilleurs serviteurs ; et ses ministres, même les plus fidèles, ne sont jamais assurés, quand ils remplissent leur charge, qu'ils ne sont pas mystifiés. Peu de délibérations en commun et qui parfois ne sont que devanture, mais des conciliabules à trois ou quatre ; ou plus souvent encore, des méditations solitaires du maître qui tourne, retourne ses pensées, les croise, les entrecroise, à tel point qu'il se dédouble lui-même et qu'une portion de son esprit entre en conflit avec l'autre portion ; ce qui est encore une façon de conspirer. Et les solutions éclatent, imprévues, avec un aspect très improvisé, quoique ruminées depuis longtemps.

En trois circonstances mémorables, pour ne pas parler des autres, se révélera cette déconcertante façon de gouverner. En 1860, le traité de commerce qui changera toutes les conditions économiques de la France sera préparé en cachette, presque à la façon d'un complot. En 1866, le traité funeste qui mettra la main de la Prusse dans la main de l'Italie sera conclu sous les auspices de l'Empereur, sans autre participation active que celle des diplomates étrangers. En juillet 1870, la demande de garantie d'où sortira infailliblement la guerre sera décidée, non en Conseil des ministres, mais en un conciliabule entre l'Empereur, l'impératrice Eugénie, M. de Gramont, et c'est ce que l'Impératrice a elle-même confessé dans les confidences de sa vieillesse.

IV

Nul ne fut plus secret que ce prince ; nul aussi ne couva ses idées avec une plus persévérante obstination. Il n'a guère improvisé. Qu'on lise ses œuvres ; on y trouvera en germe, dès ses jeunes années, toutes les pensées maîtresses qui ont conduit et dominé sa vie.

Le premier article de son *credo* politique, c'est la souveraineté du peuple. Le peuple peut déléguer l'autorité, mais il garde un droit supérieur, celui de se ressaisir et de reprendre ce qu'il a donné. Telle est la doctrine développée dès 1832 dans les *Rêveries*. Ce que Bonaparte proclame à vingt-quatre ans, il le redira en ses jours de prospérité ; et cette reconnaissance du droit populaire sera comme l'hommage du souverain qui gouverne à un souverain plus auguste encore.

Souveraineté nationale et hérédité semblent s'exclure. Dans les *Rêveries*¹, Louis Bonaparte se piquant de logique n'ose affirmer la doctrine de l'hérédité. A chaque changement de règne, la sanction du peuple sera demandée. S'il la refuse, un nouvel Empereur sera nommé par les Chambres. Cependant, la théorie ne tarde pas à évoluer. Tout l'effort se concentre pour revêtir d'un tel prestige la personne du souverain que le peuple, subjugué par lui, se remette volontiers en ses mains, se confie même en ses héritiers, et se contente de son droit idéal, sans aucune aspiration à changer ce qui a été une fois établi. Les *Idées napoléoniennes*², publiées à Londres en 1839, ne sont que le développement de ces pensées. Elles ne contredisent pas ouvertement les *Rêveries*, mais tendent à absorber toutes choses dans l'image du grand Empereur, prodigieux surhomme et vrai demi-dieu. Avec lui, un nouvel ordre est né. Quiconque procède de lui tire de cette origine une sorte de vocation à régner. C'est le droit napoléonien substitué au droit divin, mais abrité sous la devanture du droit populaire, de plus en plus fastueusement proclamé que l'exercice en serait plus malaisé. Dès la mort du duc de Reichstadt Louis Bonaparte s'est approprié ces vues. Il est l'héritier ; comme tel, il revendique tous les privilèges de l'héritage ; il en accepte aussi toutes les responsabilités et s'établit dans son rôle avec une telle assurance qu'il semble pénétré de son droit autant que jadis Louis XVIII du sien.

Rien n'ébranle sa foi. Peu importe qu'il soit pauvre, obscur, exilé. Ni deux complots misérablement avortés, ni l'indifférence ou la raillerie publique, ni un arrêt de détention perpétuelle ne découragent son robuste espoir. Seul à croire en lui et fermant les yeux pour se dérober aux apparences, il marche vers la grandeur avec une assurance aveugle, qui semble à la fois rêve de somnambule et mysticisme de prédestiné. Et cette infatuation prodigieuse blesse moins qu'on ne l'imaginerait, tant cet héritier des Bonaparte s'efface lui-même pour tout emprunter au rayonnement de son nom !

S'étant tiré à lui-même son horoscope, il y proportionne toutes ses conceptions. Il ne voit rien qu'en grand. Dans la configuration générale du monde, la France tient trop peu de place pour qu'il y enferme son regard. Si c'est elle qu'il compte bien gouverner, c'est l'Europe qu'il entend refondre. Ainsi pense-t-il, audacieux

¹ *Rêveries* (*Œuvres de Napoléon III*, t. I, p. 385).

² *Œuvres de Napoléon III*, t. I, p. 163.

en idées autant que son oncle l'était en action. En Suisse, en Angleterre, dans la prison de Ham surtout, il couvre de longues pages, fatigantes par leur solennité continue, souvent inexactes, plus souvent obscures, mais où il révèle, exilé ou captif, tout ce qu'il sera plus tard comme souverain. Les enfants, quand on commence à leur enseigner la géographie, s'étonnent des limites bizarres qu'offrent les Etats, des pointes capricieuses par lesquelles ils s'entremêlent les uns dans les autres. Leur jeune esprit, tout fait de logique, ne se rend pas compte de tout ce que l'action du temps, les traités, le besoin d'éviter ou d'abrèger les guerres ont amené d'inconséquences, — souvent heureuses ou nécessaires, — dans la distribution des territoires ; à la fois osés et novices, ils souhaitent un monde fait à l'image de ces jeux de cubes bien réguliers dont on a amusé leurs premières années. Louis Bonaparte subit les mêmes fascinations. Lui aussi, en sa prison de Ham, — que faire d'autre en une prison ? — il joue au jeu de cubes, jeu qui paraît inoffensif et qui l'est en effet tant qu'il demeure jeu. Il affectionne les grosses masses, par exemple, la Russie et les Etats-Unis. Le reste, tout morcelé, lui semble à refaire et, dans le souci de tout agglomérer, fût-ce aux portes de la France, il oublie un peu la France elle-même. Napoléon Ier a détruit en Allemagne un grand nombre de petites principautés. Mais que ne reste-t-il pas à faire pour en tracer une carte bien symétrique, expurgée d'enclaves et vraiment agréable à l'œil ! L'Italie, avec tous ses principicules, n'a pas un moindre besoin d'être remaniée. Un travail, non moins urgent, mais inverse, sera de dissocier les peuples si différents que l'Autriche tient sous son joug. En ruminant toutes ces idées, le prince se croit non seulement réformateur, mais apôtre, tant il s'abrite sous des formules qui lui semblent sacrées.

La souveraineté populaire, maxime fondamentale de son *credo*, consacre au profit du peuple le droit de choisir son gouvernement. Le respect des frontières naturelles, — un autre axiome, — rend légitime et presque saint tout effort pour grouper les Etats d'après les limites que tracent le cours des fleuves ou les démarcations des montagnes. Enfin, la théorie des nationalités, — un troisième axiome, — veut que les hommes de même origine ethnique et de même langue ne soient pas séparés. *Souveraineté du peuple, frontières naturelles, respect des nationalités*, voilà pour Louis Bonaparte, et dès sa jeunesse, la trinité de principes qui forme le fond de son éducation politique. Maintenant, il n'y a plus qu'à laisser faire le temps : les germes sont semés et les fruits mûriront.

Cet homme doux autant qu'obstiné est incapable de haines violentes, mais porte en lui, avec un flegme silencieux, des antipathies tenaces que rien ne guérira. Entre toutes ces antipathies, la plus profonde est celle qui l'éloigné de l'Autriche. Le Congrès de 1814 a proscrit sa famille : or, c'est à Vienne que s'est libellé contre lui et contre sa race l'arrêt de proscription. Il se réclame de la Révolution, bien que d'une révolution contenue et disciplinée : or, à l'encontre de l'idée révolutionnaire, l'Autriche, plus que toutes les autres puissances, incarne en elle la tradition monarchique. Une erreur commune à presque tous les contemporains a avivé les méfiances de Louis Bonaparte. Bien qu'il se pique d'être un novateur, l'histoire lui a été apprise suivant une routine qui a survécu aux transformations de la politique : or, suivant cet enseignement attardé, l'Autriche, aujourd'hui d'activité ralentie et attentive seulement à conserver son bien, est toujours considérée comme la puissance menaçante, tandis que toutes sortes de coquetteries, qu'on croit sans danger, se multiplient à l'endroit de l'autre Etat allemand, en silencieuse gestation de grandeur. Une circonstance aiguise l'esprit d'hostilité. Entre tous les peuples, celui que Louis Bonaparte affectionne le plus est le peuple italien : or, l'Autriche est la dure sentinelle qui contient au delà des

Alpes toute émancipation. Ainsi arrivera-t-il que, par une double évolution, Napoléon devenu empereur s'éloignera de l'Autriche pour mieux servir l'Italie et se rapprochera de l'Italie pour mieux desservir l'Autriche. A Vienne, on a pressenti tout cela, mais sans le pénétrer tout à fait. Au lendemain du coup d'État, M. de Hübner, ambassadeur d'Autriche en France, écrit : **Voilà Louis Napoléon à peu près arrivé avec son sac de voyage, plein de projets élaborés pendant de longues années de prison et d'exil.** Et il se demande avec une nuance inquiète ce qui sortira, — sagesse ou folie, — de ce sac mystérieux. Pendant six mois, il observe, anxieux, indécis ; enfin, sur le nouveau maître, il trace ce bref pronostic : **Jamais nous ne pourrons compter sur lui.**

V

Quand, par habileté, violence et fortune, Napoléon III eut conquis le rang suprême, le pouvoir ne lui apparut ni comme source de vulgaires jouissances, ni comme couronnement d'une ambition égoïste, ni comme occasion d'avantages exclusifs pour son peuple. Chez lui, rien de cette étroitesse de vues qui se concentre au dedans des frontières ; mais, au contraire, la conviction profonde que la toute-puissance n'était en ses mains qu'instrument pour corriger les erreurs des traités et redresser les iniquités du monde entier.

Bien que très zélé pour servir ses sujets, il ne dit pas : France d'abord, mais d'abord la civilisation et l'humanité.

Cette tendance, à la fois magnifique et dangereuse, inspira toutes ses entreprises : en lui, une conception tout internationale de ce qui était, de ce qu'il croyait le bien.

Tout en parlant beaucoup de paix, il fit beaucoup de guerres, toutes pour une idée.

Quand, en 1854, il entra en conflit avec la Russie, la question des Lieux saints s'absorba bien vite en une question plus générale, celle de l'équilibre européen à sauvegarder. Après avoir, pour rétablir cet équilibre, sacrifié cent mille hommes morts par le feu ou la maladie, l'Empereur conclut la paix sans rien demander et en prodiguant les égards aux vaincus ; car l'une des étrangetés de cet homme singulier fut de ne se montrer jamais si courtois ni si amical qu'envers ceux qu'il venait de battre.

Après la guerre de Crimée, celle d'Italie. Ici encore, nul intérêt particulier, mais le désir fort désintéressé de travailler à l'affranchissement d'un peuple et d'établir par là un ordre meilleur dans la société européenne. Ainsi pensa l'Empereur, naïvement convaincu qu'il s'acquerrait pour jamais des amis reconnaissants, et ne pouvant se persuader qu'en renonçant pour lui-même à l'égoïsme, il ne détruirait que le sien.

L'année suivante, dans la guerre de Chine, même souci médiocre des intérêts matériels : quelques indemnités, quelques stipulations commerciales dont la vraie bénéficiaire serait la Grande-Bretagne ; une sécurité, d'ailleurs bien courte et fragile, obtenue pour nos missionnaires, et ce fut tout.

Presque dans le même temps, nouvelle expédition, celle de Syrie. Les Druses, avec la complicité à peine déguisée des Turcs, s'étaient portés à d'horribles

meurtres sur les chrétiens maronites et, dans l'exaspération du fanatisme musulman, les massacres s'étaient étendus jusqu'à Damas. Ce fut en ces conjonctures que nous intervînmes, mais en mandataires de l'Europe, et en mandataires désintéressés. Quand, grâce à nous, un certain ordre se fut substitué au chaos, nos soldats se rembarquèrent, disciplinés là-bas autant qu'ailleurs ils avaient été vaillants. Et le seul bénéfice fut la satisfaction d'un magnifique devoir international accompli.

La funeste expédition du Mexique, si on la dégage des intrigues qui s'y mêlent, découvre mieux encore la politique idéaliste de l'Empereur. Dans ses méditations qui confinent au rêve, il s'est pénétré d'une pensée, celle de consolider dans le Nouveau-Monde l'influence latine et de contenir de la sorte la race anglo-saxonne débordante de sève et de juvénile ambition. La conception est vieille chez lui. Elle a déjà effleuré son esprit dans la prison de Ham. Le Mexique, tout travaillé de révolutions, est le lieu choisi par lui pour la grandiose et téméraire expérience. Une fois enlacé par l'idée, il y asservit toutes les informations, et au point que toute critique s'oblitére en lui : une géographie tout approximative ; nul calcul des dépenses en hommes et en argent ; nul contrôle sur les dires des émigrés mexicains qui résident en Europe ; nulle supputation des ressources qu'on trouvera là-bas. Mais comme ici le souverain se peint lui-même, à la fois crédule et raffiné, ample et imprécis, par-dessus tout redresseur de torts, aussi magnifique en ses plans que débile dans l'exécution, et conduisant toutes choses en aventurier qui se croit justicier ! Son imagination se grise par l'attrait des perspectives lointaines. Du reste, nulle pensée de gain, bien qu'on puisse noter des arrangements ruineux pour le malheureux Maximilien ; une sollicitude tout à fait nouvelle en politique pour le bonheur des autres ; un seul regret, celui que le Corps législatif impose la parcimonie. Les flatteurs viennent à la rescousse : *C'est, disent-ils, la plus belle pensée du règne.* Le souverain n'aime pas les adulateurs ; mais les paroles, cette fois, s'insinuent au plus intime de son être. Et le voilà parti avec une auguste étourderie, sans se dire que, s'il est beau de soulever le monde, il faut que la main qui le soulève soit assez forte pour ne pas tout laisser lourdement retomber.

VI

J'ai anticipé sur les jours sombres. Auparavant, il y eut les jours heureux où la nation put se féliciter de ses grandeurs et le prince de sa prospérité.

Un tableau suggestif est celui du peintre Dubufe qui a groupé sur une même toile, comme autant de portraits, les plénipotentiaires du Congrès de Paris. C'est au printemps de 1856, après Sébastopol conquise et la suspension des hostilités.

Ils sont là, sous leur éclatant costume, les représentants de l'Europe, rassemblés comme pour rendre hommage au prestige de la France, à la prééminence de Napoléon III. Walewski, ministre des Affaires étrangères, préside, très décoratif, très pénétré des maximes de l'ancienne diplomatie, homme du monde accompli plus encore qu'homme d'Etat, mais n'ayant pas besoin de l'être, tant on est encore aux heures de gouvernement facile !

Et voici, fixés par le pinceau, les membres du Congrès : d'abord, le comte Orlof, le représentant de la Russie, un vieillard de haute mine qui n'a pas du tout l'air

d'un vaincu ; car Napoléon, par des égards poussés jusqu'à la coquetterie, s'applique à effacer tout ce qui serait déplaisant souvenir ; et, d'ailleurs, dans le siège épique de Sébastopol, l'habile et héroïque obstination de la défense a égalé, dépassé même, au dire des militaires, les mérites de l'attaque. Non loin de là, debout, est lord Clarendon, très en faveur auprès de Napoléon, très heureux de la paix restaurée, mais avec des dispositions un peu moins conciliantes et une arrière-pensée de regret ; car il se rappelle qu'au dernier jour de la lutte, tandis que les Français emportaient Malakoff, les Anglais, malgré leur magnifique courage, échouaient au Grand Redan. Sur le devant du tableau, est assis, reconnaissable à son costume, le plénipotentiaire ottoman, mais inattentif et comme sommeillant dans une nonchalance mélancolique, tant il sent que pour la Turquie, même après la victoire, le maximum du succès sera de garder le droit de vivre ! L'Autriche, pendant toute la dernière guerre, a flotté entre l'action et la neutralité et, en prolongeant ses incertitudes, a mécontenté tout le monde. Elle est représentée par le premier personnage de l'Empire, le comte Buol, qui essaie de voiler par une certaine suffisance hautaine les embarras de sa condition et qui sera, dans les années suivantes, un ministre inégal aux périls de son pays.

La neutralisation de la mer Noire, la navigation du Danube, le sort des principautés danubiennes, telles sont les questions débattues, et tel sera le traité qu'à le lire aujourd'hui, on ne devinerait pas qui a été le vainqueur, qui a été le vaincu. La seule chose certaine, un peu fragile mais magnifique, c'est le prestige incontesté de la France. Les séances sont courtes et coupées de beaucoup de fêtes. Un jour, tout est interrompu. C'est le 16 mars 1856. L'Impératrice vient d'accoucher. Les cloches sonnent à toute volée. Vingt et un coups de canon pour une fille, cent un pour un garçon. Anxieusement, on compte les coups. Au vingt-deuxième, l'émotion étreint tous les cœurs, tant l'Empire à son apogée semble affermi ! Le Congrès touchait à sa fin quand il s'accrut d'un membre, M. de Manteuffel, invité un peu tard. C'est que la Prusse n'ayant participé ni à la guerre ni aux négociations, l'avis assez général était qu'elle ne figurât point non plus dans les délibérations de la paix. En ces conjonctures, Napoléon, très bienveillant pour tous, mais particulièrement pour la Prusse, était intervenu pour que l'omission fût réparée.

Cependant, dans le tableau de Dubufe et tout dissimulé à l'arrière-plan, un homme se détache, Cavour. Quinze mille de ses compatriotes ont participé à la guerre, et les Piémontais tués au pont de Traktir ou morts dans les hôpitaux lui ont acquis le droit de paraître au Congrès. Il est là, non comme les autres en costume d'apparat, mais en simple redingote, sans autre décoration que le grand cordon de la Légion d'honneur, debout, comme pour dissimuler sa petite taille, le regard attentif sous ses lunettes, observant tout, notant tout, cherchant surtout à conquérir le tout-puissant empereur des Français, n'ayant de raillerie, — et encore dans l'intimité, — que pour une seule puissance, l'Autriche : *Ah ! dit-il, si j'avais seulement pendant une heure tout l'esprit que M. de Buol s'attribue toute la journée, ma gloire serait à jamais établie devant Dieu et devant les hommes.* Cet ambitieux, relégué à l'arrière-scène, allait bientôt passer au premier rang. Le jour où la question d'Orient s'apaisa fut celui où s'ouvrit la question d'Italie.

VII

On se formera une idée assez exacte de Napoléon III en disant qu'il fut le contraire de ce que furent les Bourbons.

Les Bourbons avaient, dans l'administration intérieure, multiplié les maladresses et au point que, même en gouvernant sagement, ils s'étaient rendus très impopulaires. En revanche, dans la politique extérieure, ils portaient en eux, comme par vocation héréditaire, l'intelligence des intérêts français ; ainsi était-il arrivé que tantôt par guerre, tantôt par négociations, ils avaient forgé à petits coups la France. A l'œuvre commune, tous avaient concouru, gens d'épée, diplomates et, avec eux, dans les bureaux, alors fort simplifiés, des Affaires étrangères, ces commis de la monarchie au labeur modeste, silencieux et fécond. — Sur Napoléon, on peut formuler un jugement tout opposé. Au dedans, nul mieux que lui ne sut discerner les courants de l'opinion publique et, en s'y conformant, en les devançant même, leur donner satisfaction ; mais au dehors, nul aussi, par générosité inopportune, illusion, ignorance des réalités, ne laissa s'oblitérer davantage en lui le sens de l'intérêt national.

On a déjà fait allusion aux affaires italiennes. Il y faut revenir, car elles offrent le plus saisissant exemple de cette infirmité d'esprit.

Elles s'amorcent, et ici se reconnaît bien l'Empereur, à la manière d'une conspiration. Muni d'un passeport, l'un sous son nom, l'autre sous un nom d'emprunt, Cavour, en juillet 1858, quitte Turin et en très grand secret se rend à Plombières auprès de Napoléon. Autour du souverain, nul conseiller autorisé, mais une solitude qui le livre sans défense au joueur le plus habile qui fût jamais. Un entretien le matin, une promenade en voiture l'après-midi et, en ces conciliabules à deux, en l'espace d'une journée comme dans la tragédie classique, tout est décidé : une alliance politique, un remaniement de toute l'Italie, une guerre future, conséquence presque inévitable de ce remaniement et, en outre, une alliance de famille qui livrera la princesse Clotilde au prince Napoléon.

Ce qui suit n'est pas moins extraordinaire. Nul motif de conflit, du moins nul motif français. Cavour déploie, pour allumer la guerre, plus d'artifices qu'on n'en déploya jamais pour assurer la paix. L'Angleterre offre ses bons offices ; on parle d'un Congrès : l'Empereur hésite, Cavour tremble. Heureusement pour lui, l'Autriche, exaspérée par la continuité des offenses, se fait elle-même, au dernier moment, provocatrice. Du même coup, voilà Cavour au comble de la joie, et nos troupes qui descendent le versant des Alpes.

Peu de conceptions militaires, semble-t-il, mais des combats, tous heureux, et deux grandes batailles. Cependant la Prusse arme, la chaleur est extrême, les malades sont nombreux. La vue des morts et des blessés a ému l'âme compatissante de Napoléon. En outre, au delà du Mincio, dont on atteindra bientôt les rives, les forts du quadrilatère se dressent puissamment armés. Les deux empereurs se rencontrent, mutuellement étonnés, mutuellement repentants de se battre, tandis qu'il serait si simple de se tendre la main ; et la paix est signée, aussi inattendue que l'a été la guerre. Pour l'Italie, un demi-affranchissement : Milan rachetée, mais point Venise. De là, cette irritation, moitié sincère, moitié jouée, de ceux qui calculent, non ce qu'ils obtiennent, mais ce qu'ils doivent attendre encore. L'Empereur, regagnant la France, traverse

Turin : dans les rues de la grande ville, volets fermés, morne silence, et un accueil aussi glacial que les neiges du Mont-Cenis où le souverain s'engagera tout à l'heure pour retrouver sa patrie.

Ce qui achève de déconcerter, c'est l'indépendance des protégés vis-à-vis du protecteur. Le plan du souverain a été l'organisation d'une Italie qui aurait dans le roi de Sardaigne son chef militaire, dans le pape son chef moral et religieux : aussi peu de transformations territoriales que possible, mais des réformes accomplies partout, principalement dans les Etats du Saint-Père. Une réalité brutale dissipe bien vite le rêve. Modenais, Parmesans, Toscans, Romagnols, tous se livrent au Piémont, et ce n'est que le début de la Révolution. L'Empereur, déjà se sentant submergé, mais emprisonné dans son rôle de protecteur, gronde, sourit, par intervalles gronde un peu plus fort. Cependant, les Italiens ne peuvent croire à leur bonheur ; pas plus que l'Europe à la débonnaire imprévoyance de Napoléon. Comme le marquis Emmanuel d'Azeglio, ministre de Sardaigne à Londres, sollicite pour son gouvernement les bons offices de la Grande-Bretagne, lord Palmerston évite de s'expliquer : *La seule question, répond-il, est de savoir si l'empereur des Français tolérera sur ses immédiates frontières l'établissement d'un grand État*¹.

VIII

Ce prince ne fit rien comme personne. L'heure où, par ses fautes, il commença de fournir ample matière à la critique fut aussi celle où il donna aux pouvoirs publics licence pour le critiquer.

Le décret rendu le 24 novembre 1860 laissa subsister, avec ses règles rigoureuses, la Constitution du 14 janvier 1852. Mais, par une imitation de la monarchie, il autorisa le Sénat et le Corps législatif à répondre par une *Adresse* au discours de la Couronne. Cette Adresse serait librement discutée ; et en outre, par un autre retour aux temps anciens, les discours seraient reproduits par la sténographie. Ainsi, chaque année, il y aurait une quinzaine qui serait dédiée à l'éloquence, une quinzaine où les députés pourraient tout dire, où le public pourrait tout entendre, où le gouvernement serait tenu de tout écouter.

Le parti démocratique, quoique hostile à Napoléon, avait applaudi à la guerre d'Italie. L'Autriche humiliée, un peuple affranchi, de petites principautés s'écroulant les unes sur les autres, tout cela ne pouvait que lui agréer. La spoliation du pape, privé des Romagnes, avait achevé de réjouir ceux pour qui nulle fête n'est complète si quelque chose de l'Église n'est brisé. En revanche, parmi les hommes d'ordre ralliés à l'Empire, sinon par goût, au moins par raison, une impression toute contraire avait prévalu. La guerre avait déplu, et non moins ce qui avait suivi. Ainsi s'était achevée l'année 1859. L'année 1860 avait été celle des grandes audaces : les annexions consommées dans l'Italie centrale, Garibaldi débarquant à Marsala ; la Sicile envahie, puis les Etats de terre ferme ; le roi de Naples abandonné et combattant dans Gaète, non pour le succès, non même pour le salut, mais pour l'honneur ; les Sardes violant le territoire du Saint-Père, les Pontificaux écrasés à Castelfidardo.

¹ BIANCHI, *Storia documentata*, t. VIII, p. 181.

On put noter alors le premier grand réveil de la prévoyance nationale : inquiétude des catholiques attristés des disgrâces du Saint-Père ; sollicitude des patriotes tout troublés de ce grand royaume qui s'organisait aux portes de la France ; colère des hommes d'ordre émus jusqu'au scandale par le spectacle d'entreprises révolutionnaires poursuivies avec une tranquillité impunie. Et vraiment, le décret du 24 novembre venait à point : il donnait la parole à qui brûlait de parler.

Tout s'anima, même le Sénat. Et le 6 mars 1861, un amendement en faveur du pouvoir temporel, c'est-à-dire contre les annexions italiennes, rassembla 61 voix sur 139 votants. Mais c'était surtout sur le Palais-Bourbon que l'attention se fixait.

On a souvent accusé de servilisme les membres du Corps Législatif impérial. Le reproche est injuste. Ils étaient seulement dociles à l'excès, par souvenir des anciennes agitations, par crainte d'ébranler, et aussi par une appréhension moins désintéressée, celle de perdre le patronage administratif qui, en cette enfance du suffrage universel, assurait la réélection s'il était continué, laissait tout en suspens s'il était retiré.

De cette masse honorable, mais un peu timide et inerte, une quarantaine de députés se détachaient, très sages, très éclairés, et tels qu'ils n'eussent déparé aucun Parlement. Depuis plus de huit années, ils se consumaient à défendre ce qui restait des franchises publiques, et l'œuvre était d'autant plus méritoire qu'en cette tâche ils s'exposaient à déplaire au pouvoir, sans qu'ailleurs l'obstination de leurs efforts fût appréciée ou même connue. Subordonnés au Conseil d'Etat, maîtres de rejeter ou d'adopter les amendements, ils avaient dans le huis clos des bureaux livré de longues batailles, un jour pour les attributions des conseils généraux ou pour les modestes conseils de prud'hommes, un autre jour pour l'intégrité de la liberté d'enseignement, un autre jour encore pour l'économie dans les dépenses publiques. Dès 1858, ils avaient discerné les premières déviations de la politique impériale ; les événements des deux années suivantes avaient achevé de les troubler. A la différence de leurs devanciers, ils n'aspiraient ni à faire ni à défaire des ministères. Mais ils jugeaient que le régime représentatif ne serait qu'un vain mot, s'ils ne puisaient dans leur mandat le droit et le devoir d'éclairer le gouvernement et de le contenir. Et maintenant, en face des complications croissantes, ils s'affermirent dans le dessein d'exercer dans toute sa plénitude le droit que leur confère le récent décret du 24 novembre.

Ce qu'ils recueillent hors du Palais-Bourbon les encourage à oser. Dans leurs humbles presbytères, les curés ont perdu leur belle humeur, et le *Domine salvum fac*, au lieu d'éclater avec une allégresse magnifique, se précipite à la fin de la messe un peu honteusement. L'heure la plus mélancolique est celle du courrier. Depuis le 20 janvier 1860, *l'Univers*, qui, avec Louis Veuillot, tenait depuis dix années tout le clergé en joie, a été frappé de suppression ; et le facteur n'apporte plus que *le Monde*, un autre journal qui se contente d'être raisonnable et résigné. Les palais épiscopaux sont eux-mêmes un peu mornes et semblent porter le deuil des infortunes pontificales. A côté de la grande armée catholique, voici, avec Montalembert, Falloux, Cochin, la petite cohorte de ceux qu'on appelle *les catholiques libéraux*. On ne sait ce qui l'emporte, chez eux, de l'excitation ou de la tristesse, tant, après l'énergique inertie des années précédentes, ils subissent la griserie du grand public retrouvé. Ils ont pour organe *le Correspondant*, un recueil obscur, devenu tout à coup fameux. Bien en dehors du monde religieux, l'agitation se propage, non dans le peuple qui demeure

indifférent, mais dans les milieux cultivés. Guizot, pénétré d'inquiétude, tremble que le chaos italien devienne le chaos européen. Cousin, dans ses entretiens de l'Académie, hasarde des prévisions très sombres. On n'a pas été habitué à voir les *Débats* s'associer au langage de la presse religieuse ; Saint-Marc Girardin ménage au public cette surprise. Villemain, en une brochure intitulée : *la France, l'Empire et la Papauté*, dénonce, au point de vue international, les dangers des révolutions récentes. Thiers, en son hôtel de la place Saint-Georges, s'effraie d'une grande Italie, rivale de la France ; il ne croit d'ailleurs ni à sa durée, ni à sa sagesse. Comme la plupart de ses contemporains, il n'imagine pas que le pape puisse être libre comme souverain spirituel s'il n'est en même temps prince temporel ; et déjà il essaie sur ses familiers les arguments que, plus tard, il développera avec tant d'éclat à la tribune.

Quand tant de voix s'élèvent vers le gouvernement, le Corps législatif peut-il rester muet ? Au mois de mars 1861, la discussion générale de l'Adresse s'ouvrit. On vit alors se lever de leur banc ceux qui défendaient non seulement la souveraineté pontificale, mais plus encore l'ancien ordre européen : M. de Flavigny, M. Kolb-Bernard, M. Plichon, M. Relier. Cependant, en face du projet rédigé par la commission de l'Adresse, la plus grande habileté serait de combiner un amendement si adouci, si peu provocant qu'il n'effraierait personne, même les plus timides. Il faudrait, sinon fuir la clarté, au moins éviter une clarté trop crue, et incliner presque à leur insu vers l'opposition des hommes qui ne craignaient rien tant que de paraître opposants. Dans la rédaction du paragraphe sur les affaires italiennes, nul texte nouveau ne fut ajouté à celui de la Commission ; mais une simple phrase fut effacée, celle qui reprochait au Saint-Père d'avoir **résisté à de sages conseils**. Une grande agitation suivit ; car, quand le silence a été longtemps la règle, peu de bruit suffit pour provoquer beaucoup d'émoi. Au dépouillement du scrutin, il se trouva que 91 députés contre 126 avaient voté l'amendement. C'était, après huit ans de compression, la première grande émancipation. Le gouvernement prit la chose fort à cœur ; et avoir fait partie des 91 sembla défection. Le plus irrité fut M. de Persigny, ministre de l'Intérieur. Rencontrant après le vote l'un des signataires, M. Ancel, il alla à lui et, avec un ressentiment qui ne se déguisait pas : **Nous nous retrouverons, lui dit-il, aux élections.**

IX

C'est à dessein que je souligne ce mot de M. de Persigny. Il avait raison de se confier dans les masses. Cette fidélité du suffrage universel est même l'un des traits les plus notables qui marquent le règne de Napoléon III.

Le peuple, qui a adopté le prince dès le début de sa carrière, ne lui refusa jamais son témoignage. Après l'avoir acclamé en 1848, il sanctionna en 1851 le coup d'État et, en 1852, l'établissement de l'Empire. Quatre fois on procéda au renouvellement du Corps législatif, en 1852, en 1857, en 1863, en 1869 : quatre fois, — et bien qu'avec des chiffres qui variaient, — la réponse marqua une très nette volonté de maintenir le trône. Même lorsque apparurent, très visibles, les signes d'une fortune déclinante, les votes ne trahirent pas l'inquiétude des âmes ; et presque à la veille de la chute, le vote, à la fois funèbre et triomphal, du

plébiscite attesta une soif de stabilité qui contrastait avec l'ébranlement de la confiance.

Cette adhésion obstinée s'explique par le prestige du nom de Napoléon, un nom si grand qu'il semblait pouvoir porter le poids de toutes les fautes sans en être accablé. Elle s'explique, au moins pour les campagnes, par l'état de prospérité matérielle qui inclinait à la faveur envers le pouvoir. Elle s'explique par l'attrait d'un régime qui incarnait en lui l'égalité, la gloire, une certaine révolution disciplinée où la sécurité trouvait son compte et l'esprit d'émancipation aussi. Elle se justifie en outre par les qualités personnelles du souverain, bon, bienveillant, généreux, empressé à remercier, d'esprit élevé, de cœur compatissant, ayant en ses communications avec son peuple le sens des paroles opportunes, par surcroît, machiniste consommé, prodigue de fêtes et de réjouissances, attentif à faire naître à point nommé les incidents imprévus, les manifestations éclatantes, en sorte qu'un perpétuel changement de décor captive les yeux et prévienne l'ennui. J'ajoute qu'une habileté supérieure avait déposé dans la Constitution elle-même le principe de la souveraineté nationale, dominant toute autre souveraineté, de telle manière que le peuple, même lorsqu'il subissait des lois fort dures, pouvait se consoler et s'amnistier d'obéir, par la pensée qu'il obéissait à un maître qui n'était que le chef d'une démocratie disciplinée et que lui-même avait choisi.

X

Tandis que les masses, au moins les masses rurales, se reposaient sur l'Empereur, un peu passivement, on put noter les premiers signes de la grande confusion qui ne ferait que croître jusqu'à la fin du règne. Toutes sortes de problèmes surgirent, comme si l'Europe, lasse du repos, voulût tout soulever à la fois. Dans le langage des contemporains, on appela cela des questions. Il y a la *question italienne* sur laquelle se greffe la *question romaine*. Il y a, presque dans le même temps, la *question de Syrie*. Il y aura en 1863, après la révolte de Varsovie, la *question polonaise* ; en 1864, après la mort de Frédéric VII, la *question danoise* ; en 1864 encore, comme si le trouble de l'Europe n'eût pas suffi, la *question mexicaine* ; enfin, se développe la *question allemande*, dans laquelle tout le reste s'absorbera.

On dirait que cet entrecroisement de choses est advenu tout exprès pour fournir à l'âme subtile de l'Empereur plus d'occasions de s'égarer. Il aurait eu autant de peine à être simple que d'autres à être compliqués. Et le voici qui porte ses pensées de tous côtés, imaginant les combinaisons, les remaniant, les ressaisissant, s'interrompant en de longs intervalles de paresse, de distractions voluptueuses ou de maladies, puis reprenant l'écheveau de ses idées comme on reprendrait un jeu solitaire abandonné, n'écoutant d'ailleurs d'autre conseil que la voix qui parle au dedans de lui. Cette voix lui souffle des desseins presque toujours élevés, parfois même très sages, mais qui, à force de se retoucher et de se torturer eux-mêmes, finissent par devenir méconnaissables ; car une méditation trop prolongée ramène souvent l'obscurité qu'une méditation, sagement surveillée et maîtresse d'elle-même, eût réussi à dissiper.

Parmi les ministres, on distingue surtout, — car la politique extérieure domine, — les ministres des Affaires étrangères : d'abord Drouyn de Lhuys, qui a été le

ministre des premières années et qui, pendant la guerre de Crimée, s'est efforcé vainement d'incliner son maître vers l'alliance autrichienne ; puis Walewski, que nous avons vu, tout décoratif, présider le Congrès de Paris ; ensuite, Thouvenel, très dégagé de la politique traditionnelle et appelé aux affaires en janvier 1860 pour ratifier les annexions de l'Italie ; maintenant Drouyn de Lhuys, à la faveur d'une accalmie, est revenu au quai d'Orsay, et son nom signifie *statu quo*, respect des traités, protection pour le Saint-Père, attente patiente pour la Vénétie. Cependant la condition de tous ces hommes d'État est la même. Ils sont, non des conseillers, mais les exécuteurs de desseins qu'ils n'aperçoivent que par fragments, sans pouvoir en reconstituer la trame ; ils détiennent leur portefeuille, mais ils le détiennent en dépôt, presque en entrepôt, tant ils ne sont que les figurants d'un maître à la fois compliqué, mystérieux, obstiné, qui aspire à tout attirer à lui en laissant parfois tout flotter, et qui déconcerte par sa nature fuyante autant qu'il séduit par son abord bienveillant. Drouyn de Lhuys, en 1855, est parti, très irrité qu'on ne l'écoutât pas. Walewski, en 1859, a vu, avec un ahurissement indigné, des agents italiens pénétrer en privilégiés par les guichets des Tuileries sans prendre langue au ministère des Affaires étrangères. Thouvenel lui-même, si *italianissime* qu'il fût, n'a pas vu sans scandale, en 1860, Garibaldi envahir Naples, et Cavour les Etats pontificaux. Drouyn de Lhuys, de nouveau ministre en 1862, tente de réparer le passé en pratiquant la sagesse, mais c'est une sagesse si précaire et si peu certaine de durer qu'elle ose à peine s'appeler de son vrai nom.

De temps en temps, il arrive que l'auguste penseur a trouvé une formule tout à fait à son gré. Alors, il ne résiste pas à la confier à un brochurier, — il en a à son service, — qui la répandra en laissant discrètement percer la marque d'origine. A de plus rares intervalles, Napoléon, de plus en plus subjugué par ses projets, se sent ressaisi par cette tentation de reconstruire en grand qui l'obsédait déjà dans sa prison de Ham. C'est alors que, non sans faste, il jette en ses discours le mot de *Congrès*. Mais tout s'évapore en paroles, soit que l'Empereur, comme il arrive en 1860 pour les affaires italiennes, rende inutile par ses propres initiatives l'intervention des puissances, soit que la divergence des vues fasse par avance craindre l'insuccès. Plusieurs causes générales n'eussent-elles pas d'ailleurs rendu bien dangereuses ces assises solennelles ? L'Europe, avec son organisation séculaire, ressemble à ces maisons très solides, mais très vieilles qui peuvent durer indéfiniment, si l'on n'y touche qu'avec prudence, mais où des remaniements téméraires risquent de tout ébranler. Puis une révision générale, sous prétexte de tout régler, ne réveillerait-elle pas des débats irritants, comme il en sommeille toujours entre les chancelleries, en sorte que le même Congrès, convoqué pour la paix, rallumerait plus de conflits qu'il n'en apaiserait ?

Une circonstance particulière s'ajoutait pour rendre méfiantes les puissances. Napoléon III ne déguisait pas son hostilité contre les traités de Vienne : *Je les déteste*, devait-il dire un jour à Auxerre, en un discours retentissant. Dans cet esprit, tout nouveau Congrès ne lui plairait tout à fait que s'il remaniait en quelque façon ces traités abhorrés : or, ces mêmes traités formaient le statut fondamental qui avait réparti les territoires entre les Etats, et si jamais ceux-ci en provoquaient le redressement, ce serait à leur profit, non au profit de la France.

XI

Il y a quelque chose de brillant, mais d'un peu fragile dans cet appareil du gouvernement impérial. Cette fragilité apparut surtout quand se dressa devant nos yeux l'image des ambitions prussiennes.

Le 24 septembre 1862, M. de Bismarck est arrivé aux affaires. Ce jour-là fut le premier de nos vrais périls.

Dans l'œuvre de Bismarck, on ne peut contester la part du génie ; mais telle fut aussi la part des circonstances que jamais homme politique ne fut plus favorisé par la fortune.

Il eut le singulier bonheur de trouver l'Europe en tel état qu'il ne l'eût pas façonnée autrement, s'il avait eu la liberté de la composer à son gré.

La Russie, depuis le Congrès de Paris, était devenue notre amie ; et en 1857, une fastueuse ambassade de M. de Morny, reprenant les errements de la Restauration, avait eu pour objet de cimenter les liens entre Paris et Saint-Pétersbourg. Que ce bon vouloir réciproque s'accroût, que surtout il se transformât en intimité ; et du même coup les aspirations prussiennes eussent été contenues ou du moins ajournées. Mais, sur ces entrefaites, tout au début de 1863, l'insurrection de Pologne, en montrant les sympathies françaises pour les révoltés, change en amertume l'amitié du tsar ; Bismarck, toujours aux aguets, se montre impitoyable pour les insurgés autant que la France fait de souhaits pour eux ; et maintenant le premier ministre prussien acquiert une certitude, c'est que, quelles que soient ses entreprises, il n'aura rien à craindre sur sa frontière orientale.

Une autre sécurité pour le chef du Cabinet de Berlin, ce sont les dispositions un peu équivoques qui règnent dans une portion du public et du gouvernement anglais à l'endroit de la France. Le ménage franco-britannique n'a pas subsisté depuis dix ans sans nuages : nuage à propos de l'Italie où l'Angleterre, sans risquer un homme ou un shilling, a tenté de nous dépasser en popularité : nuage à propos de l'annexion de la Savoie qui nous a fait accuser d'avidité territoriale ; nuage à propos de la Syrie où l'on a soupçonné, feint de soupçonner chez nous des vues intéressées. Puis, lord Palmerston et lord John Russell, ces deux dirigeants de la politique anglaise, nous sont peu favorables, le premier par malveillance naturelle, le second par une ardeur protestante qu'il ne dépouillera jamais. Qui ne peut douter que de pareilles dispositions ne retardent ou n'amollissent, si elles doivent se produire un jour, les remontrances britanniques ?

Voici une autre chance. L'Autriche, dût-elle être d'abord pour Bismarck une alliée, se trouvera tôt ou tard sur le chemin des ambitions prussiennes. Quel ne serait pas le danger pour la Prusse si, sur ce chemin, la France posait résolument ses armées. Mais justement, entre tous les Etats, l'Autriche est celui que l'empereur Napoléon tient le plus en méfiance, par antipathie de jeunesse, par souvenir du Congrès de Vienne, par une crainte à la fois révérencielle et envieuse du vieil empire germanique.

Décidément, l'examen de la carte d'Europe n'est pas pour Bismarck décourageant ; mais il n'est pas au bout de ses constatations heureuses. Entre tous les atouts qu'il se découvre, le plus inattendu, le plus précieux aussi, c'est la

sympathie de cette France elle-même dont, par politique, il juge nécessaire de poursuivre l'abaissement. Il se trouve qu'entre tous les Etats, la Prusse est celui qui répond le mieux à la conception de l'empereur des Français. Tout jeune, à Ham, il en a étudié avec un intérêt particulier le système militaire ; il la juge la vraie puissance moderne aux méthodes savantes, à l'outillage perfectionné, à l'administration régulière ; et il lui arrive de dire : **Le progrès est avec la Prusse !** Ainsi, ceux qui gouvernent à Berlin peuvent d'autant mieux s'immiscer chez nous, qu'ils n'auront rien à arracher par dol ou par piège, et qu'il sera superflu de violer aucun secret, puisqu'avec tout l'abandon de la confiance, on les livrera tous.

Malgré tout, la politique prussienne obligera peut-être à formuler des exigences un peu rudes. Hasard et calcul à la fois, tout se trouve rassemblé pour engourdir la prévoyance française. Quand des lèvres de Bismarck se seront échappées des maximes un peu inquiétantes ou réalistes à l'excès, une autre voix se fera entendre, celle du roi Guillaume, un vieillard de haute mine, gentilhomme accompli qui déconcertera tout soupçon, tant il semblera pétri d'honneur et inhabile au mensonge ! Il y a un an déjà, en 1861, on l'a vu à Compiègne, avant même qu'il eût son terrible ministre ; et il semble qu'il s'y soit montré à dessein comme pour -calmer par avance toute appréhension. Il a gagné les gens de cour par sa politesse, conquis les militaires par son aspect de franchise, séduit les femmes, et très particulièrement l'Impératrice, par une galanterie savamment empressée. C'est ainsi que, dans la tâche patiemment entreprise, le monarque et le ministre se distribuent les rôles, celui-ci posant d'une main déjà un peu rude les premiers fondements de sa grandeur, celui-là déguisant, à force d'aménité, des travaux d'approche qu'il ne faut pas laisser trop tôt deviner. Bientôt toutes choses ont paru assez à point pour que le grand novateur essayât ce qu'il pouvait oser. La monarchie danoise lui a fourni son champ d'expériences. Il s'agissait, en invoquant ce droit historique qui n'est souvent ni le droit, ni l'histoire, d'arracher le Slesvig, celui du Sud, celui du Nord aussi, à l'antique royaume. Ici encore, M. de Bismarck a eu tous les bonheurs, et notamment celui de traîner à sa suite l'Autriche qui deviendra sa complice avant de devenir sa victime, en sorte qu'il lui ravira son manteau d'honneur avant de la dépouiller de sa prééminence. Cependant, au milieu de toutes ses bonnes fortunes, Bismarck courait un risque, celui que la France, associée à l'Angleterre, ne s'émût pour la protection du faible. Du même coup, on aurait restauré la justice et, ayant défendu le droit sur les bords de l'Eider, on eût été dispensé de le défendre sur les bords du Rhin. L'heure eût été favorable, non tout au début de la crise, non tout à la fin du conflit, mais au moment où l'invasion du Slesvig septentrional et mieux encore celle du Jutland étalèrent jusqu'au cynisme les desseins des envahisseurs. Napoléon ne déploya pas cette énergie. Il aimait à ne se dépenser que pour des causes retentissantes, et le petit, le faible, le lointain Danemark n'avait d'autre grandeur que celle du droit. Son esprit, à la fois très méditatif et peu sûr, était le prisonnier de quelques idées vagues et sonores ; pour peu qu'il fût conquis par l'illusion de la souveraineté du peuple, il était prêt à suivre, surtout si un certain étalage d'ethnographie et d'érudition achevait d'abuser sa courte science. Une considération s'ajoutait à toutes les autres. Tout dernièrement, à Saint-Petersbourg, il avait été rebuté, non sans rudesse, dans ses remontrances pour la Pologne ; était-il à propos de renouveler l'expérience en intervenant auprès des puissances allemandes ? Qu'ajouterai-je ? La France manqua à l'Angleterre, l'Angleterre à la France, toutes deux à l'Europe ; et c'est alors que le terrain se déblaya devant celui qui, sentant les craquements de

l'ancien droit public, résolu de pousser une nouvelle et décisive étape dans la voie où le poussaient ses ambitions.

XII

En l'été de 1858, au moment le plus solennel de sa vie, Cavour avait dit à l'un de ses amis les plus intimes : *Je veux voir ce qu'il y a au fond de l'âme de Napoléon*. Et il s'était rendu à Plombières. Sept ans plus tard, Bismarck obéit à la même inspiration ; et en octobre 1865, il s'achemina vers Biarritz où séjournait l'Empereur.

Il serait excessif d'assimiler entièrement les deux entrevues ; car il en est de l'histoire qui ne se recommence jamais de point en point, comme il en est des visages humains qui ne se ressemblent jamais tout à fait. En 1858, Cavour avait pour lui le prestige de son long ministère, le renom d'une dextérité éprouvée, la confiance de son roi. Bismarck, en conflit avec les Chambres de son pays, réputé pour un esprit plus paradoxal que sûr, plus bruyant que réfléchi, était de bien moindre crédit. En revanche, si, par sa situation personnelle, il était inférieur à son devancier italien, il le dépassait de beaucoup par l'appareil de puissance qu'il traînait à sa suite. Il incarnait en lui toutes les ressources de la Prusse qui, dans une longue paix, patiemment utilisée pour la guerre, s'était appliquée à déguiser ses forces, non à les étaler.

A la petite cour de Biarritz, il semble qu'une curiosité plus amusée que soucieuse ait accueilli l'hôte venu de Berlin. Bismarck trompait moins par mensonge qu'il ne déconcertait par des hardiesses jugées bouffonnes à force d'être fantastiques ; et il semait avec une négligence si étudiée l'erreur et la vérité qu'on ne saurait distinguer l'une de l'autre qu'après coup, quand déjà les germes auraient grandi. Il scandalisa un peu, divertit fort, parut très original et, tout en étonnant, ne déplut pas. C'était une opinion commune alors qu'en tout Allemand sommeille un fond de cette sentimentalité un peu naïve que la langue germanique exprime sous le nom malaisément traduisible de *gemüth*. *M. de Bismarck manque complètement de gemüth*, dit Mérimée qui était alors à Biarritz. Mérimée ne croyait pas si bien dire ; et entre toutes les notations des contemporains, celle-là est certainement la plus juste.

Je sais tout ce qu'il y a de pédantesque et souvent d'un peu puéril à recomposer l'histoire après coup ; mais il semble que, par deux conduites toutes contraires, on eût pu déconcerter le dangereux visiteur

Une politique d'entière probité lui eût opposé le droit traditionnel et eût affirmé la volonté de la France, ne revendiquant aucun agrandissement pour elle, repoussant de même tout agrandissement des autres, et n'aspirant qu'à demeurer la gardienne de la paix. Ce langage eût été la droiture, et la droiture, qui a toujours un mérite, celui d'être la droiture, en a souvent un second, celui d'attraper l'ambition ou la ruse. Le séducteur eut regagné les bords de la Sprée, et l'entrevue de Biarritz, simple fait divers vite oublié, n'eût jamais acquis dans l'avenir le renom qu'elle a gardé.

Une conduite tout opposée, bien moins sage, mais défendable, eût consisté à mesurer avec sang-froid les chances de celui qui venait à nous parce qu'il avait besoin de nous. On l'amènerait à préciser ce que peut-être il ne voulait

qu'insinuer et on stipulerait nettement un partage de profits. A une politique réaliste, on eût répondu par une politique plus réaliste encore qui déjouerait chez notre partenaire tout espoir de promettre sans livrer. Et, soit qu'il se dérobât, soit qu'il fournît des gages, Bismarck eût été réduit à une condition embarrassante, celle de l'homme de calcul gagné de vitesse et contraint d'abattre ses cartes avant le temps.

Dans les affaires de ce monde, les hommes se nuisent souvent par les vertus qui leur manquent, mais parfois aussi par les scrupules qu'ils gardent. Napoléon n'était pas l'homme d'impeccable probité qui, d'un clair regard, eût percé à jour l'ambitieux, contenu l'ambition elle-même, et assuré à son pays les bénéfices de l'entière droiture. Mais il était encore moins l'homme d'humeur inscrupuleuse qui trafique délibérément du bien d'autrui. En quoi, il perdit tout ensemble les nobles avantages d'un haut désintéressement et les profits vulgaires de réalistes calculs. Sévère gardien des traités, il ne le serait pas ; copartageant de bénéfices, il ne le serait pas davantage. Attentif à ne rien soutenir, à ne rien décourager non plus, il se fixerait dans une attente qu'il croirait habileté, ne doutant guère de la lutte prochaine entre les deux puissances allemandes, ne doutant pas non plus que les circonstances ne lui permissent de dominer les événements et d'en tirer profit.

Voilà ce que l'homme d'Etat prussien devina, et sans doute avec plus de sécurité que de trouble. Sur l'heure, nul veto français, ce qui permettrait d'oser ; en outre, nulle stipulation de bénéfices à notre profit, ce qui permettrait, en cas de succès, de tout garder pour soi et d'éconduire même, avec plus ou moins d'impertinence suivant le degré de fortune, quiconque parlerait de compensations. Du voyage de Biarritz, Bismarck ne rapportait ni promesse, ni quasi-promesse. Mais c'était déjà beaucoup qu'on l'eût écouté, que, sous l'hôte de belle humeur qui tantôt enlaçait par ses flatteries, tantôt stupéfiait par ses hardiesses, on n'eût point deviné l'homme terrible devant qui toutes les oreilles eussent dû se fermer, toutes les lèvres se clore ; et ce succès tout négatif était déjà, pour notre ennemi de demain, une première victoire.

DEUXIÈME PARTIE

LES JOURS SOMBRES

I

Dans la vie humaine, il y a des moments où les fautes s'accumulent par paquets comme les neiges poussées par le vent s'amoncellent dans les creux des montagnes. L'année 1866 fut pour Napoléon III l'une de ces périodes funestes.

Il aimait l'Italie, ce qui était bien, mais il l'aima à tel point que l'histoire de France ne parut plus qu'une annexe de l'histoire d'Italie.

A l'intégrité du nouvel Etat deux territoires manquaient : Rome, Venise. Rome était sacrée aux yeux des catholiques ; et M. Drouyn de Lhuys, ce ministre pondéré que Napoléon appelait à ses côtés dans ses jours de sagesse, quitte à se cacher de lui, M. Drouyn de Lhuys s'était flatté d'obtenir de Victor-Emmanuel qu'en établissant son gouvernement à Florence, il renoncât, ou parût renoncer à la vieille capitale du monde chrétien. Tel avait été l'objet de la *Convention du 15 septembre 1864*. Refuser Rome, c'était s'obliger doublement à libérer la Vénétie. Chez l'Empereur, le désir était devenu obsession. Comme on donne un bijou à une femme très aimée, il donnerait au jeune royaume le joyau de Venise.

A Biarritz, la pensée de l'Empereur s'était trahie. Faisant allusion à la Convention de Gastein qui a rapproché pour un instant les gouvernements de Vienne et de Berlin, il demande à Bismarck avec une certaine solennité si, par cette convention même, la Prusse n'a pas garanti à l'Autriche la possession de la Vénétie. Bismarck a compris l'émotion inquiète qui se cache sous ces paroles. Il a compris tout ce que l'Empereur concéderait et qui faciliterait la libération de Venise ; et il ne manque pas de souligner le propos dans son rapport à son roi. Et c'est alors que le chef du cabinet prussien, déjà depuis quelque temps très en éveil, s'affermir dans l'idée d'une alliance avec l'Italie, longtemps dédaignée à Berlin.

Le plus grand péril pour nous, ce serait l'union des deux grands Etats qui tendent à se former sur nos frontières. Or voici ce qui stupéfie : c'est Napoléon III qui a conseillé l'alliance ; c'est lui qui maintenant travaille à forger la chaîne où notre pays sera enserré.

De cette conduite quelle explication donner ? L'Empereur compte qu'en cas de conflit austro-prussien, les chances longtemps balancées lui permettront d'exercer un souverain arbitrage : surtout, par-dessus tout, il subit l'obsession de la Vénétie délivrée. Et aux Tuileries, à la manière d'un directeur de conscience diplomatique, il se fait consultant pour Berlin, consultant pour Florence.

Justement, il se trouve que le comte de Goltz et M. Nigra, représentant, l'un la Prusse, l'autre l'Italie, se sont depuis longtemps insinués dans l'esprit de l'Empereur et par surcroît de l'Impératrice. Rien ne leur a coûté, ni de célébrer le génie du souverain, ni de marquer, par un trouble discret et flatteur, leur admiration pour la beauté de la souveraine. Le manège a d'autant mieux réussi qu'à la cour impériale rien n'attire mieux la confiance que la qualité d'étranger. Comme il ferait à un confessionnal, — car il a toujours aimé les choses secrètes, — Napoléon accueille les deux diplomates, reçoit leurs confidences, leur montre les écueils à éviter, leur donne même des avis d'une habileté assez rouée ; car si cet homme est un rêveur, c'est un rêveur qui a lu Machiavel et s'en souvient, quoique mal à propos. — Cependant vers le confessionnal un autre personnage s'achemine, quoique plus rarement : c'est le prince de Metternich, ambassadeur d'Autriche, de crédit moindre, mais plus décoratif par sa haute naissance et le vieux prestige des Habsbourg. Lui aussi est accueilli avec faveur, car le souci de la libération de Venise domine ; et le mieux est de l'assurer de toutes mains, quelle que soit l'issue de la lutte,. — Tandis qu'aux Tuileries les portes s'ouvrent toutes grandes et à toute heure pour les diplomates qui ne parlent français qu'avec un accent étranger, celui qui est censé diriger notre politique extérieure, M. Drouyn de Lhuys, est réduit à marcher à la remorque de desseins qu'il connaît, mais auxquels il demeure étranger et qu'il a la faiblesse de ne pas réprouver. Pour accroître l'incohérence, il se trouve que ce ministre attaché à la politique conservatrice et traditionnelle a pour agent à Berlin, M. Benedetti, animé de pensées contraires, en sorte qu'à l'intimité confiante qu'exigeraient les circonstances se substitue le ton cérémonieux des communications officielles. De Berlin, M. Benedetti ne laisse pas que de transmettre des bribes d'informations qu'il juge fort intéressantes. Mais, — et c'est ici qu'un peu de comédie se mêle à la tragédie prochaine, — ces nouvelles qu'il mande précieusement ne sont souvent que des suggestions venues de Paris, de telle manière qu'il renvoie à leur point d'origine les propres pensées de son souverain. Pendant ce temps, Bismarck et le général Govone, venu de Florence, poursuivent leurs pourparlers. Est-ce diplomatie ? N'est-ce pas plutôt maquignonnage ? tant les Prussiens craignent que, l'Autriche se dessaisissant volontairement de la Vénétie, l'Italie satisfaite ne les abandonne ; tant les Italiens, à leur tour, redoutent qu'une nouvelle réconciliation entre Berlin et Vienne, qu'une nouvelle convention de Gastein, les laisse en suspens et mystifiés. Enfin, le 8 avril 1866, le traité est signé. Deux mois plus tard, c'est la guerre ; trois mois plus tard, c'est Sadowa.

II

Alors commence le déclin. Tel a été l'éclat du règne que cette décadence garde un aspect triomphal et que nous marchons à l'abîme avec des attitudes de victorieux.

De ces temps, deux histoires pourraient s'écrire : l'une déjà tout enveloppée de deuil et qui mériterait Tacite ou Comynes ; l'autre très voyante et où Froissart trouverait à profusion des cortèges à décrire, des fêtes à raconter.

Voici le premier acte de l'histoire angoissée. On vient d'apprendre Sadowa. Autour de l'Empereur se rassemblent ses principaux conseillers. Quel parti prendre ? Abstention, médiation simple, médiation armée pouvant conduire à la

guerre ? Drouyn de Lhuys, ce ministre prudent dans les conjonctures ordinaires mais cette fois résolu jusqu'à l'audace, propose, — se croyant soutenu par le souverain, — des mesures énergiques. Et cette fermeté n'eût point manqué d'à-propos, à la double condition que, sans perdre une heure, on ne laissât pas le victorieux s'installer dans sa victoire et que l'Empereur, proclamant son désintéressement, ralliât de la sorte à lui tous les États de la Confédération germanique. Contre cette conduite s'élèvent M. de La Valette, arrivé à l'improviste, et M. Rouher. Une note a été préparée pour le *Moniteur* qui annonce la convocation des Chambres et la formation d'une armée d'observation. Cependant le *Moniteur* paraît, et rien n'est publié. Voilà l'histoire intime toute pénétrée d'anxiété.

Voici maintenant l'histoire extérieure qui s'étale joyeuse comme le succès. Les vieillards, — il en reste encore quelques-uns, — peuvent se la rappeler. Le 5 juillet, tandis qu'aux Tuileries règne la confusion, au quai d'Orsay l'angoisse, le *Moniteur*, muet sur le reste, annonce des nouvelles triomphantes à souhait : l'empereur d'Autriche a cédé la Vénétie à la France, et accepté notre médiation. Ainsi Napoléon recevait de l'Autriche en hommage une province, et en un autre hommage la remettait à l'Italie. A ce double geste fastueux et magnanime qui n'eût reconnu l'arbitre de l'Europe ? La Bourse monta de quatre francs. Aux fenêtres des mairies les drapeaux flottèrent ; à la nuit tombante, les édifices publics allumèrent leurs cordons de gaz. Dans la chaleur étouffante d'une soirée de juillet les passants circulaient, les uns, naïvement admiratifs, les autres, silencieux et étonnés ; quelques-uns d'autant plus soucieux qu'ils sentaient plus de péril sous cette courte joie. Et cela dura jusqu'à ce qu'un violent orage, éclatant sur la ville, dissipât ces trompeuses splendeurs.

Dans les jours qui suivent, même contraste de soucis angoissés et de surprenant optimisme. Les nouvelles se précipitent : Bismarck poussant l'Autriche hors de la Confédération germanique, détruisant cette confédération elle-même ; s'annexant le Hanovre, la Hesse électorale, Francfort ; enfin, en asservissant l'Allemagne du Nord, préparant les traités secrets qui lui livreront l'Allemagne du Sud. En ces conjonctures, l'attitude la plus digne pour nous eût été le recueillement, le silence et une réserve habile, qui n'eût laissé à la Prusse aucun prétexte pour achever d'usurper. Cependant l'Empereur, qui n'a rien demandé quand il pouvait tout obtenir, ne se résigne pas à demeurer les mains vides tandis que la Prusse accumule les conquêtes. De là des pourparlers plus ou moins voilés et des demandes de compensation. On jeta d'abord les yeux sur Mayence. On imagina ensuite — chose fort raisonnable, mais bonne à proposer avant la guerre, et non au lendemain de la victoire — la création d'un Etat germanique, mais neutre, entre la France et la Prusse agrandie. Puis, comme on ne pouvait créer une seconde Belgique, on rêva en un mauvais rêve, — fut-ce tout à fait un rêve ? on en laissa la trace écrite, — on rêva d'absorber l'autre Belgique, celle qui existait déjà. Entre temps, on parla des frontières de 1814. Mais le vainqueur de Sadowa est décidément hors de page. A la déférence succède la simple courtoisie, à la courtoisie la froideur, à la froideur enfin ces accès intermittents de mauvaise humeur qui conviennent vis-à-vis de ceux dont on a exprimé tout ce qu'on en peut tirer. Malgré tout, nous ne nous résignons pas à dépouiller notre manteau d'infatuation, et nous voici essayant de recomposer à notre usage une histoire triomphale. Le 16 septembre, une circulaire officiellement adressée aux chancelleries, mais en réalité au grand public, car tous les journaux la publient, entreprend d'énumérer tous nos bonheurs. Elle explique que la Sainte-Alliance n'existe plus ; que l'union des

trois cours du Nord est brisée ; que l'Autriche, débarrassée de ses soucis italiens ou allemands, sera désormais entraînée vers l'Europe orientale où elle ne rencontrera ni compétiteurs ni ennemis ; que la Confédération germanique comprenait autrefois quatre-vingts millions, mais que par l'exclusion de l'Autriche, la masse de la population allemande est maintenant réduite à trente-sept millions. De l'Italie, devenue grand Etat, que peut-on craindre ? Créée par notre sang, ne sera-t-elle pas toujours pour nous une amie ? Au rédacteur de la circulaire, tout semblait matière à se réjouir, même la création dans la Baltique et la Méditerranée de marines, qu'avec une bienveillance dégagée on appelait des marines secondaires, et qui, disait-on, protégeraient la liberté des mers.

Qu'on se figure une église où, au fond de l'abside, des fidèles angoissés récitent à voix basse le *Miserere*, tandis que dans la nef se prolongent à grands renforts d'orgue les derniers versets du *Te Deum*, et l'on aura l'image de deux Frances : celle qui réfléchit, se recueille et tremble, puis celle qui, crédule, ignorante ou frivole, se refuse à interrompre cette fête joyeuse que fut l'empire, et se prépare pour 1867 à une autre fête plus prestigieuse que les autres, celle de l'Exposition universelle.

III

Jamais mieux qu'alors ne se montrèrent les deux visages de la France. Ce fut une prodigieuse opposition de lumière et d'ombre, et à désespérer le génie de Rembrandt aussi bien que l'habileté de Gérard Dow.

Comme les préparatifs s'achèvent, le conflit luxembourgeois, dernier épisode de l'affaire des *compensations*, entre dans sa phase aiguë, et voilà l'image de la guerre. — Le gros nuage s'éloigne, et l'on se rue dans le plaisir. Vers Paris, les souverains s'acheminent : parmi nos hôtes, l'empereur Alexandre et le roi Guillaume. Qui ne se rassurerait quand les seuls qui pourraient troubler le repos du monde sont parmi nous ?

C'est une succession de fêtes. Mais, à la revue du 6 juin, voici l'attentat de Berezowski, et une seconde fois l'horizon s'assombrit. Le tsar quitte la France, calme, amical en apparence, mais la mémoire chargée d'un souvenir qu'il n'oubliera pas. Les réjouissances reprennent. Paris plus que jamais se remplit de lumière et de bruit, et au théâtre, *la Belle Hélène*, *la Famille Benoît*, *la Grande-Duchesse de Gerolstein* provoquent une gaieté poussée jusqu'à la pâmoison. — A travers les images bouffonnes, voici de nouveau le drame. Une dépêche arrive par la voie de New-York : Maximilien a été fusillé.

Malgré tout, on essaie de renouer le fil des réjouissances ; mais on ne réussit à être joyeux qu'à la condition de s'étourdir. C'est que de la Prusse arrivent des nouvelles troublantes. C'est à cette époque que la création d'un Parlement douanier marque une nouvelle étape dans la politique qui absorbera toute l'Allemagne, celle du Sud, celle du Nord. Dans le même temps on consomme l'annexion du Slesvig du nord et sans qu'à Berlin on écoute les vœux de la France qui eût souhaité qu'un plébiscite régularisât la conquête.

Apparence magnifique, réalité précaire, tout se résumait en ces mots. Déjà, parmi les pavillons de l'Exposition, plusieurs se fermaient et l'on touchait au terme de la féerie éblouissante qui n'aurait point de lendemain.

IV

L'Empereur, qui aimait le mystère, aimait aussi les confessions publiques. Ce fut lui qui jeta à son peuple le solennel avertissement d'une fortune amoindrie. En septembre 1867, en un discours prononcé à Lille, il parla des **points noirs qui étaient venus assombrir notre horizon**. Ce qui soulignait l'aveu, c'était la mise à l'ordre du jour d'un projet de loi déjà ancien, qui portait à neuf ans, dont quatre ans dans la réserve, la durée du service militaire et qui instituait en outre, sous le nom de garde mobile, une armée auxiliaire pour la défense du territoire.

La grande Kermesse finissait en veillée d'armes. Tandis que les équipes d'ouvriers abattaient les fragiles constructions du Champ-de-Mars, les députés se rassemblaient au Palais-Bourbon, chargés de fixer ce que la nouvelle condition de la France exigeait de sacrifices.

Rien ne résiste moins à l'épreuve du temps que les discussions parlementaires. Qu'on les ressaisisse au bout de quelques années, et tout paraît décoloré, le sujet, le public, les acteurs. Bien autre est l'impression quand, dans le *Moniteur* de 1868, nous lisons les débats de la loi militaire. Sur les harangues plus d'un demi-siècle a passé, mais sans les effacer. Il semble même que, fixées sur le papier déjà jauni, elles prennent un relief plus saisissant, tant se dresse devant nous l'image toute vivante des périls que les contemporains ne pouvaient à cette heure que craindre ou pressentir.

Ce n'est plus le Corps législatif paisible des premières années du règne ; ce n'est même plus celui de 1861, fort discipliné en temps ordinaire et ne s'éveillant tout à fait qu'une fois l'année pour cette fête d'éloquence qui est la discussion de l'Adresse. C'est une assemblée très réservée, très respectueuse encore, mais qui, peu à peu et comme à son propre insu, s'introduit dans le gouvernement. Un parti s'est formé, désigné sous le nom tantôt de *tiers parti*, tantôt de *centre gauche*, et qui, au mois de mars 1866, par un amendement demeuré fameux sous le nom d'amendement des 42, a invité l'Empereur à s'affirmer dans la voie libérale. Les institutions se sont transformées, comme les dispositions des hommes. Plus d'*adresse*, mais le droit d'*interpellation*, bien plus actif, qui permet à point nommé des interventions dans la politique ; puis au banc officiel, à côté des ministres sans portefeuille institués en 1861 pour la défense de la politique gouvernementale, d'autres ministres sont assis qui, en vertu d'une délégation spéciale, sont appelés à débattre les affaires de leurs départements respectifs¹. De session en session, d'autres symptômes, de plus en plus visibles, se sont révélés : une confiance un peu diminuée et des appréhensions qui se manifestent moins par critique que par tiédeur d'approbation ; le sentiment confus mais inquiet d'un passé chargé de fautes, d'un présent précaire, d'un avenir incertain.

Voici à leur banc les membres de la commission, presque tous gens de travail et d'expérience, les *ministrables* de demain, dit-on, mais plus graves que de coutume et accablés sous leur responsabilité. Dans le pays nul n'est indifférent, ni les paysans attentifs à ce que, dans la loterie de la conscription, il subsiste de

¹ Lettre du 19 janvier 1867.

bons numéros, ni les bourgeois qui, sans le dire très haut, voudraient bien conserver quelque chose de l'exonération.

En ces conjonctures, beaucoup, soit persistance de docilité, soit recherche de lumière, portent leurs regards vers l'Empereur. Entre tous, il est le plus anxieux.

Italie, Allemagne, Pologne, principautés danubiennes, Mexique, il a touché à tout. Prince fastueusement et candidement international, n'a-t-il pas laissé démanteler la patrie ? Ce que nul n'ose lui dire encore, il se l'est dit à lui-même, et il se rejette vers une politique aussi réaliste que l'autre a été embrumée de rêves. En une lettre au maréchal Randon, il a hasardé l'idée d'un service militaire universel et obligatoire de sept ans. A quelque temps de là, le *Moniteur* a proclamé qu'il fallait à la France une armée de huit cent mille hommes sans compter les forces auxiliaires, et en 1867, dans le discours du trône, s'est glissée cette phrase : *L'influence d'une nation dépend du nombre d'hommes qu'elle peut mettre sous les armes.*

Le renversement est complet. Seulement, voici la grande confusion : quand Napoléon, instruit par une expérience cruelle, commença de se repentir, il se trouva en présence d'un peuple en pleine éruption des erreurs dont lui-même se guérissait.

On a beaucoup trop vanté la prospérité matérielle du Second Empire. Les mauvaises récoltes, les inondations, le choléra ont, sans parler des guerres, jeté leur note sombre sur un passé trop embelli. Toute exagération mise à part, ce fut une époque de gains fort accrus, d'existence fort aisée, de divertissements ménagés avec un art infini. Jusqu'ici Napoléon avait paru le protecteur à la fois bienveillant et génial sous l'abri de qui se prolongerait cette vie heureuse. Quelle ne fut pas la déception quand, se transformant en maître à l'humeur chagrine, il jeta, en une société encore endormie dans la douceur de vivre, le cri presque angoissé de ses désillusions !

L'appel à la vigilance détonna d'autant plus qu'on sortait des fêtes de l'Exposition. Les étrangers, rassemblés dans Paris, nous avaient beaucoup observés ; c'est de quoi nous ne nous étions nullement méfiés ; un peu de fatuité aidant, nous nous étions persuadés que nos hôtes ne nous étudiaient que pour nous imiter et qu'ils ne nous imitaient qu'à force de nous admirer. Le roi Guillaume, avec son bienveillant sourire de vieillard courtois, avait paru tout à fait pacifique, et Bismarck lui-même, vu de près, avait semblé plus amusant que redoutable.

Depuis dix ans, les doctrines du libre-échange, le développement des chemins de fer et des relations internationales avaient fortifié les espérances pacifiques, et les économistes s'étaient hasardés à promettre pour l'avenir les plus abondantes félicités. L'Empereur lui-même, dans ses harangues d'autrefois, ne s'était-il pas approprié ce programme ? et ne suffi - sait-il pas de parcourir les œuvres du souverain pour opposer à son nationalisme récent son internationalisme d'autrefois ?

Quel que fût le désir de ne point déplaire à l'Empereur, toutes les répugnances du pays se retrouvèrent à des degrés divers dans la discussion du Palais-Bourbon.

Elle s'ouvrit le 19 décembre 1867. L'Empereur a son avocat, Rouher au sommet de sa faveur, avocat excellent, mais surtout avocat, et ce fut le malheur du règne d'avoir des avocats où il eût fallu des hommes d'Etat. Cependant en ce

débat Rouher n'aura pas le principal rôle. Un autre, le ministre de la Guerre, assumera la plus lourde charge, et avec un tel mélange de souplesse et d'autorité qu'on l'eût dit fait pour la tribune aussi bien que pour les armes.

C'est le maréchal Niel. Il a grandi dans Toulouse et garde en lui tout intacte l'éloquence primesautière et la verve avantageuse de sa province natale. Ceux qui le connaissent le mieux le disent supérieur impérieux, collègue incommode, subordonné murmurant ; entre lui et le maréchal Canrobert ont surgi jadis de mémorables démêlés. En revanche, il est instruit, d'esprit étendu autant que vif et prompt, est capable de contrôler ses propres pensées aussi bien que de critiquer celles des autres, sait, quoique loquace, se recueillir autant que les plus taciturnes, et passe, même au témoignage de ses adversaires, pour l'un des premiers militaires de son temps.

Ce qui pour Rouher n'est que grand procès à plaider est pour lui partie décisive, et à tel point que, pour la gagner, il est résolu à dépenser ses forces jusqu'à l'entière usure. L'effort est rude, — tant les adversaires sont nombreux ! Il y a d'abord l'extrême gauche, peu redoutable, bien qu'elle ait pour orateur Jules Simon. Il y a, — soutenus par M. Thiers, — les militaires de la vieille école, très écoutés, très insistants, pour qui la loi de 1832 est la charte de l'armée et qui redoutent qu'en touchant à cette loi fondamentale, on ne perde les avantages du système français sans s'assimiler les méthodes prussiennes. Un autre groupe d'adversaires est celui des économistes : justement on procède à une enquête agricole, et partout on recueille le vœu que les charges militaires soient allégées.

Niel n'a jamais abordé la tribune ; mais il s'impose par passion, force de volonté, éloquence naturelle, puissance de conviction. Avec un rare instinct d'opportunité, il concède, reprend doucement, concède encore. Impérieux par nature, il réussit à s'assouplir, même avec toutes les apparences de la bonne humeur, et attend, pour redevenir cassant, qu'il n'y ait point trop de risques à l'être. En Méridional avisé, il demeure maître de lui, même en ses colères, et ne s'irrite qu'en sachant se calmer à temps, comme ces femmes qui ne pleurent qu'avec la faculté d'arrêter à volonté leurs larmes. Cependant le grand souci est de discerner ce qu'on peut livrer, ce qu'à tout prix il faut taire. Dans les débats publics, l'opposition a des privautés que le pouvoir n'a pas. Elle n'engage qu'elle-même, tandis que le gouvernement, comme un pasteur ayant charge d'âmes, est responsable devant le pays, responsable devant l'étranger. Jamais la circonspection ne fut plus nécessaire qu'en ces débats où l'avenir de la nation était en jeu. Il ne faut ni affoler l'opinion publique, ni au dehors fournir des armes à qui nous observe et nous guette. Il faut pourtant graver assez l'inquiétude pour que le projet trouve dans ces inquiétudes même sa justification. De là, la nécessité de doser les alarmes, de créer à Paris et dans les départements un courant, mais point trop intense, de provoquer un frisson qui ne soit point fièvre, d'exciter une vigilance qui ne soit point affolement. Tel fut, pendant la discussion qui dura près d'un mois, — du 19 décembre 1867 au 14 janvier 1868, — l'effort épuisant du maréchal. A ses côtés se tient M. Vuitry, président du Conseil d'État, l'homme à la parole lucide et à l'autorité incontestée. Pendant ce temps, les solennités du jour de l'an se déroulaient dans Paris avec des réjouissances banales qui ne faisaient que mieux ressortir le trouble profond de certaines âmes.

Au scrutin final, soixante députés déposèrent un suffrage négatif. J'attribuerais volontiers à une cause tout à fait générale cette opposition qui, dans le recul des temps, paraît malavisée jusqu'à être coupable. Pendant de longues années,

Napoléon avait éparpillé de tous côtés ses forces, touché à tout, tout entamé, et le plus souvent sans profit pour la France. Les députés avaient tout accordé. Cependant la foi dans l'infaillibilité impériale s'était ébranlée. C'était en ces heures de désillusion qu'avait été déposée la loi militaire. De là un retour d'indépendance méfiante, mais à une heure si inopportune que la méfiance serait plus fatale que ne l'avait été jamais la soumission. Ainsi arriverait-il que ce que le gouvernement avait obtenu sans murmures pour des entreprises superflues ou funestes, il ne l'obtiendrait qu'avec parcimonie et répugnance quand, tardivement revenu à la sagesse, il ne stipulerait plus que pour le salut¹.

V

Dans le train ordinaire de la Cour, rien n'est changé : même éclat, même étiquette, mêmes déplacements accoutumés, même frivolité, quoique moindre qu'on ne l'a cru ; une grande profusion de plaisirs et une continuelle dépense d'imagination pour en inventer de nouveaux ; une hospitalité magnifique, surtout vis-à-vis des étrangers ; de la légèreté, mais point jusqu'à la corruption ; de temps en temps, des entretiens sérieux, bien vite interrompus, tant l'habitude est de se laisser vivre ! Par intervalles aussi, des visions de péril, mais qu'on ne tarde pas à chasser, moitié par crainte de paraître importun ou morose, moitié par confiance inaltérée dans les ressources de la France.

De ce cercle brillant l'Empereur est le centre. Mais jamais prince plus entouré ne fut, en réalité, plus solitaire. Il ne peut même pas se reposer en cette intimité conjugale qui, dans les rangs obscurs de la vie, remplace tout le reste. Aux premiers jours du mariage, l'Impératrice, soit affection, soit reconnaissance, s'est attachée à celui qui avait déposé à ses pieds la couronne. Plus tard, tout à la fin, elle se prendra de respect, presque d'admiration pour le souverain qui, au milieu des douleurs de l'exil, demeurera impassible devant la calomnie, indulgent pour les reniements de ses amis, patient dans la souffrance, courageux devant la mort. A l'heure où nous sommes, une certaine répugnance presque physique l'éloigné de l'époux, malade, précocement usé, bon, mais de sens moral un peu oblitéré et que l'impuissance seule peut empêcher d'être infidèle.

Au dehors, même isolement. Du prince Napoléon, tout ce qu'on peut espérer, c'est qu'il ne soit pas un embarras, tant il s'est approprié, en un jour, tous les défauts des branches cadettes : la jalousie, l'esprit de critique, le goût des nouveautés, l'ardeur à jouir avec l'impatience de n'être rien. Intelligent, il l'est ; éloquent aussi, et même très capable de sagesse ; mais il porte en lui un défaut grave toujours, mortel chez un prince, celui de ne savoir rien retenir et quand la passion l'étreint ou quand une simple contrariété le trouble, il clame à tout venant ses plus inopportunes pensées.

Que dire des autres serviteurs du souverain ? De deux amis de la première heure, Morny est mort, Persigny s'est réfugié dans une attitude murmurante et chagrine. Parmi ceux qui ont été ministre des Affaires étrangères, Drouyn de Lhuys, — quoique très constitué en dignité, car il est membre du conseil privé, —

¹ On trouvera le texte de la loi militaire, ainsi que le résumé de plusieurs discussions, dans DUVERGIER, *Collection des lois*, année 1868, p. 21-61.

vit dans la retraite, Thouvenel est mort, Walewski touche à ses derniers jours. Malgré certaines avances discrètes, les nommes des anciens partis ne se donnent pas. La méfiance du souverain accroît encore sa solitude. Entouré de flatteurs, une obsession le hante : celle d'échapper à l'adulation. Les gens de cour sont perspicaces autant que persévérants. Ayant pénétré cette tendance, ils s'avisèrent que le meilleur moyen d'avancer leur fortune serait, non d'abonder dans les pensées du maître, mais de le contredire. Napoléon pourrait-il deviner cette nouvelle forme de fausseté qui consisterait à affecter la brusquerie pour mieux capter la faveur ? Ainsi arriva-t-il qu'une franchise presque bourrue devint façon de parvenir ; et ce manège réussit plus d'une fois.

Ramené par les événements dans l'étroit sentier des réalités, Napoléon se retourne volontiers vers le Corps législatif. Il n'a ni les qualités ni les défauts qui font les princes absolus, et de son grand ancêtre il ne perpétue que le nom. De façon très méritoire et de sa propre initiative, sans attendre les injonctions ni même les prières, il s'est appliqué, en 1860, en 1867, à assouplir les institutions rigides de 1852. S'achemina-t-il vers le régime parlementaire ? Tout en s'en approchant, il le répudie. Il entrevoit, — et en cela il fait preuve de sagesse, — un régime qui, en donnant droit de représentation à tous les intérêts légitimes, ne transférerait pas aux Chambres la souveraineté. Mais en attendant que se réalise cet idéal qui, depuis un siècle, semble fuir devant nous, il se trouve, lui, dans une condition singulière, qu'aucun docteur en science politique ne saurait définir. Il a, comme les rois constitutionnels, un premier ministre, et pourtant, comme les princes absolus, garde sur ses épaules devenues débiles toute la responsabilité. A travers toutes les fluctuations de la politique, un homme, M. Rouher, s'est poussé. Beaucoup d'application au travail, un esprit lucide, beaucoup de probité en ont fait un excellent ministre d'affaires. Comme il parlait bien et même avec chaleur, on s'est avisé qu'il pourrait prendre rang parmi ceux qu'en 1861, on a institués sous le nom de *ministres sans portefeuille*. Billault qui lui eût fait ombre est mort ; Baroche qui avait sur lui le droit d'ancienneté s'est trouvé vieilli. Ainsi est-il monté au premier rang, et même avec le titre de *ministre d'Etat* qui semble marquer une sorte de primauté. Bonnes causes, causes mauvaises, Rouher a plaidé les unes et les autres avec une chaleur poussée parfois jusqu'à l'émotion, mais une de ces émotions d'avocat qui se ménagent elles-mêmes, se dépensent sans se consumer et s'apaisent dès que le plaidoyer est fini. Rien en lui de l'élégance de Billault, l'homme à la précision savante et à l'imprécision plus savante encore ; nulle haute culture générale et plus de finesse dans la conduite que dans l'esprit ; en revanche, une vigueur puissante quoique un peu lourde et quelque chose de l'Auvergnat souple bien que pesant, sans grâce mais non sans force, subtil avec des apparences massives. Tel est l'homme qui, unissant en lui les bénéfiques de la faveur et de l'irresponsabilité, fait ombre à son souverain et pourtant ne le couvre pas. Avocat, il l'est et le sera jusqu'au bout, avocat consciencieux, fidèle aussi, qui ne néglige rien de la cause, mais, si le procès est perdu, laisse le client, — dans l'espèce l'Empereur, — acquitter l'enjeu et par surcroît les dépens. L'Empereur a pénétré la précarité de sa condition. Il a l'aspect d'être défendu, mais l'aspect seulement et sent bien qu'en cas de péril tout viendra s'abriter derrière lui. Rouher le subjugue et le lasse à la fois. Il lui prodigue les marques de sa faveur, mais si le cours des événements l'éloignait, il ne porterait de sa perte que le petit deuil. En même temps qu'il s'applique à transformer les institutions, le souverain cherche des hommes nouveaux. Son ambition serait de les découvrir lui-même, tant la crainte d'être victime de la flatterie ou de l'intrigue le rend méfiant de tout

ce qui ne vient pas de lui ! Il y a quelques années, à la grande surprise des gens de cour, il a été chercher pour lui confier le ministère de l'Instruction publique un professeur, M. Duruy, jusque-là étranger au monde politique et qui, au cours d'une inspection universitaire, a appris non sans stupéfaction qu'il était ministre. Un peu plus tard, a émergé un conseiller d'Etat, M. Thuillier qui, appelé comme commissaire du gouvernement à prendre la parole devant la Chambre, y a remporté de tels succès de tribune qu'avec un enthousiasme fort excessif on a cru M. Rouher dépassé. Mais bientôt, dans tout l'éclat de sa renommée naissante, M. Thuillier est mort. A l'heure où nous sommes, un autre personnage apparaît sur la scène ; c'est un procureur général, M. Pinard, petit de taille, rageur par tempérament, de belle éloquence judiciaire, d'intégrité sans tache. Mais ce qui semble brillante fortune finit en disgrâce, en sorte que derechef les amis de M. Rouher peuvent se rassurer. Appelé au ministère de l'Intérieur, M. Pinard se montra inhabile à la tâche, moins par médiocrité d'esprit que par manque de sang-froid ou raideur, et il ne faut pas trop s'étonner de l'échec, la rigidité étant le propre des magistrats comme la souplesse est le propre des politiques.

L'Empereur, qui cherche loin de lui des hommes nouveaux, en cherche aussi dans son propre entourage. Ainsi arrive-t-il qu'il prend en grande faveur l'un de ses aides de camp, le général Fleury. C'est un cavalier de la plus brillante bravoure qui jadis a figuré aux côtés du duc d'Aumale le jour de l'enlèvement de la Smala. Il est homme d'esprit, homme du monde aussi, outre cela excellent connaisseur en chevaux, et marqué par surcroît de cette humeur avantageuse propre à beaucoup des serviteurs du second Empire. L'Empereur se dispose à le pousser. Le voilà transformé en diplomate et chargé de mission à Florence. Tout à la fin du règne, il sera ambassadeur à Saint-Pétersbourg. Là-bas, le tsar l'emmènera dans ses courses en voiture ou le consultera sur ses attelages ; et, un peu de fatuité aidant, ces privautés paraîtront l'indice d'un retour d'amitié pour la France.

Outre ceux que le souverain discerne, il y a ceux qui, opposants jadis ou tout à fait inconnus, sont attirés par l'abondance des faveurs que l'Empire, même au déclin, peut promettre encore. Ce sont, en général, des hommes jeunes, aux robustes appétits d'ambition, affectant de ne rien solliciter, mais brûlant qu'on les distingue, et jaloux, si le régime se transforme, de saisir la place de ceux qui vieillissent ou qui meurent. Le plus brillant de ces aventuriers de la politique est Clément Duvernois. Cependant un personnage de bien autre importance, Emile Ollivier, se rapproche par degrés du pouvoir, et semble vraiment l'héritier présomptif, si jamais la retraite de Rouher laisse vacante la première place. La conquête d'un tel homme est-elle bénéfice ou danger ? Les plus prévoyants gardent le silence. Ce n'est pas qu'ils mettent en doute l'éloquence, l'intégrité, la droiture d'Emile Ollivier ; seulement, la combinaison leur inspire défiance ; car elle associera, si elle se réalise, à un homme revenu de ses illusions, mais encore en danger de rechute, un autre homme en pleine floraison des siennes.

VI

A travers les entretiens politiques et les intrigues de Cour perce par intervalles le cri angoissé de ceux que travaille le salut de la patrie.

Déjà le colonel Stoffel, attaché militaire, et le consul général Rothan ont, l'un de Berlin, l'autre de Francfort, dénoncé les prochains dangers. Notre ambassadeur, M. Benedetti, quelles qu'aient été ses imprudences, laisse échapper par intervalles l'expression clairvoyante de ses inquiétudes. Dès 1867, le général Trochu, avec la vigueur de critique qui lui est propre, a signalé les lacunes de notre organisation militaire et dénoncé la béate inertie où nous entretenons à la fois notre infatuation et le souvenir de faciles succès. Le général Ducrot, qui commande à Strasbourg, observe avec une vigilance à la fois inquiète et ardente ce qui se passe au delà de la frontière. Avec un frémissement de soldat qui risque de devenir compromettant faute de se contenir, il entrevoit la guerre, et la veut guerre offensive. **Le meilleur moyen de défendre le Rhin, écrit-il un jour, c'est de le franchir.**

Cependant, entre tous les avertissements, le plus angoissé n'est pas celui d'un militaire. Durant l'été de 1868, un livre paraît sous ce titre *la France nouvelle*. L'auteur est Prévost-Paradol. Qu'on lise, non l'ensemble de l'ouvrage qui a vieilli, mais les trois derniers chapitres. Jamais inquiétude plus poignante n'a dicté plus patriotiques accents. Ce n'est plus le polémiste aux traits railleurs qui, naguère encore, dans le *Courrier du dimanche*, criblait le pouvoir de ses flèches, à la pointe légère et acérée. Nulle ironie désormais, la gravité des conjonctures ne les comportant plus ; un langage qui est celui d'un politique, mais d'un politique qui est aussi un lettré, et des réminiscences de Démosthène annonçant d'avance aux Athéniens frivoles et inattentifs, l'approche des armées de Philippe ; l'image endeuillée, quoique grandiose encore, d'une France, respectée peut-être dans son territoire, mais mortellement atteinte dans son influence et vivant, comme l'Espagne, de ses grandeurs passées ; des prévisions poussées jusqu'à la prédiction, et des prédictions grossies à dessein comme pour mieux secouer la torpeur des âmes ; avec cela quelque chose d'un peu fiévreux, d'un peu maladif dans l'inquiétude, comme si la vision des périls futurs était tellement intense que, si jamais cet avenir se réalisait, la raison de celui qui traçait ces lignes y succomberait.

C'est en cette atmosphère que travaille Niel, ministre de la Guerre et suprême responsable de la sécurité nationale. Son grand effort est de conquérir le droit d'être prévoyant. La Chambre a voté, mais non sans marchandages, la loi militaire. Toutes les suggestions qui ont suivi ont été accueillies avec le même souci de retouche ou de retranchement. Ce n'est pas manque de patriotisme, mais souvenir des entreprises inutiles où le règne s'est consumé. Que si le maréchal réussit à ramener à lui la Chambre, il n'a accompli que la moitié de sa tâche ; car, pour réformer l'armée existante, pour la doubler d'une armée auxiliaire qui sera mieux et autre chose que l'ancienne garde nationale, il lui faut vaincre les résistances passives de ses subordonnés eux-mêmes et en particulier des *Comités*. Là, des généraux vieillissants dans le métier, très instruits quoique d'après des méthodes non renouvelées, défendent avec une ardente opiniâtreté la loi de 1832. — Cependant le principal péril est celui de l'infatuation. Comme toutes les entreprises du règne se sont achevées en victoires, beaucoup vont répétant que les soldats qui ont emporté Malakoff, escaladé la roche de Solférino, conquis les *quadres* de la Puebla n'ont aucun besoin de se réformer et qu'ils ne sauraient être ni surpassés ni mêmes égalés.

Le conflit, qui était proche, Niel ne le verrait pas. En août 1869, la mort le surprit. Cette fin prématurée fut-elle cruelle ou clémente pour sa renommée ? Qui pourrait le dire aujourd'hui ? Sur l'heure, les plus prévoyants eurent le

sentiment d'une grande force disparue. C'est, dirent-ils, une de nos dernières sécurités qui s'en va.

VII

En ces conjonctures, une prévoyance même médiocre commandait de chercher des alliances. La Russie, depuis les affaires de Pologne, depuis l'attentat de Berezowski, était plus réservée qu'amicale. L'Angleterre se désintéressait des affaires du continent et entretenait d'ailleurs avec la Prusse, par l'intermédiaire de lord Loftus, ministre de la reine à Berlin, les plus étroites relations. Quant à l'Italie, elle avait, pour se constituer en nation, demandé à la France le secours de ses armes, à l'Angleterre l'appui de ses journaux, à la Prusse son concours pour l'acquisition de la Vénétie et, comme elle avait été l'obligée de tout le monde, on pouvait craindre qu'elle se jugeât dispensée de remercier personne.

Ces retranchements opérés, une puissance, une seule, restait, l'Autriche.

L'Empereur ne l'aimait pas. On a dit sur quoi se fondaient ses répugnances. En 1859, entre Autrichiens et Français, la guerre avait éclaté.

Elle avait été courte et conduite par nous sans passion. Les Autrichiens, de leur côté, étaient, entre tous les peuples, celui qui oublie le plus vite. Drouyn de Lhuys, pendant son second ministère, favorisa le rapprochement, et plus encore l'Impératrice, très liée d'amitié avec le prince et la princesse de Metternich. En dépit de ses vieilles préventions, l'Empereur, surtout dans les jours où les Italiens l'excédaient de leurs revendications, ne laissait pas que d'écouter avec faveur ceux qui tentaient de l'incliner vers Vienne : de là des relations non seulement correctes, mais cordiales, de là les premiers linéaments d'une entente qui pourrait devenir amitié.

Sur ces entrefaites, l'obsession de la Vénétie à libérer distendit les liens prêts à se former. Tout entier à ce dessein, Napoléon mit lui-même la main de l'Italie dans la main de la Prusse ; et l'Autriche vaincue put, non sans raison, nous imputer une partie de ses malheurs.

L'année 1867 vit un nouveau revirement. La France avait besoin d'alliés, l'Autriche pareillement ; la France redoutait les ambitions prussiennes, l'Autriche aussi. Communauté d'intérêts, communauté de répulsions, tout rapprochait l'une et l'autre puissance. Au mois d'août 1867, voyage de Napoléon et de l'impératrice Eugénie en Autriche ; l'objet officiel est une visite de condoléances à l'occasion de la mort de Maximilien. Dans le cadre pastoral de Salzbourg, les souverains passent cinq journées, — en demi-deuil, dit-on, mais un de ces demi-deuils autrichiens fort éclaircis qui s'appellent divertissement ailleurs. Deux mois plus tard, François-Joseph vient à Paris et, dans un discours à l'hôtel de ville, célèbre en un magnifique langage les bienfaits de l'union. On dirait des rencontres avant fiançailles, et des rencontres si fécondes en paroles engageantes qu'on ne peut douter que les fiançailles ne suivent et le mariage bientôt après.

Il n'en va point de la sorte. Les négociations ou plutôt les conversations se continuent mais avec des timidités, des réserves, des méfiances, de telle manière qu'on évite la précision autant qu'il conviendrait de la rechercher. Où il

faudrait écrire le mot d'alliance, on se borne à invoquer l'opportunité de resserrer les liens en vue d'une action commune. Des lettres très suggestives s'échangent : Si par impossible, écrit Napoléon à François-Joseph en septembre 1869, l'empire de Votre Majesté se trouvait menacé par quelque agression impossible à prévoir, je n'hésiterais pas un instant à mettre de son côté toutes les forces de la France. Ainsi l'on se rapproche, l'on se sourit, l'on se frôle, mais sans aller au delà de ces quasi-engagements qui, à l'heure des grandes responsabilités, peuvent se répudier. Une combinaison surgit qui tend à transformer, par l'accession de l'Italie, l'alliance à deux en une alliance à trois. C'est accroître les difficultés de l'entente : car il faudra ajouter aux cauteleuses circonspections de l'Autriche, attentive à ne pas consommer sa ruine sous prétexte de réparer ses échecs, les convoitises de l'Italie, ardente à obtenir de la France l'abandon de Rome.

En février 1870, l'archiduc Albert, le vainqueur de Custoza, vient à Paris ; en juin, le général Lebrun se rend à Vienne, et longuement on parle de coopération militaire, mais en des termes tout *académiques*, comme ne manque pas de le faire observer l'archiduc. Sur ces entrefaites, éclata le grand conflit. Et l'on ne peut se défendre de souligner le mélange d'impéritie et de malheur qui pesa sur notre destinée. En 1866, nous avions, avec une remarquable étourderie, authentiqué par notre écriture nos visées sur la Belgique. Dans les longues tractations avec l'Autriche, notre lenteur à dresser un écrit, même imparfait, fut égale à la précipitation qui nous avait égarés jadis. Ainsi arriva-t-il qu'à l'heure fatale, nulle signature ne figurait au bas de l'acte simplement élaboré qui eût pu nous sauver.

VIII

On dirait qu'en cette fin de règne, le peuple de Paris et des grandes villes veuille, à force d'attaques contre le souverain, s'amnistier d'avoir cru en lui.

Une loi venait d'affranchir la presse. Tout ce qui s'était accumulé de rancunes contre le dur régime de l'Empire se déversa comme un torrent débordé. Vis-à-vis du prince, nulle justice, et plus d'injures que jamais il n'avait rencontré d'adulations. Il y eut, — mais seulement en 1869, — *le Rappel* qui, fondé sous les auspices de Victor Hugo, enveloppa de métaphores chacune de ses insultes. Il y eut, dès 1868, *le Réveil*, rédigé par Delescluze, un vétéran des Sociétés secrètes, attentif à copier les Conventionnels, comme les Conventionnels avaient copié l'antiquité ; imitant tout de la Révolution, ses maximes tranchantes, ses formes de langage et jusqu'à son calendrier, tragédien en attente de tragédie et se désespérant qu'elle n'arrive pas, personnage sombre, dogmatique et pauvre n'ayant qu'une idole, Robespierre, devant qui tout doit s'effacer. — Cependant la popularité ne se fixa ni sur les déclamateurs, ni sur les fanatiques. Le 30 mai 1868, parut *la Lanterne* d'Henri Rochefort. Aujourd'hui on ne lira pas sans fatigue, sans dégoût même, ces petites feuilles où l'on ne découvre aucun souci non seulement d'être juste, mais de le paraître, où se rassemblent moins de traits que de calembours et où, sous la gaieté qui est dans les mots, se cache une gaminerie perverse. Sur l'heure, la vogue alla jusqu'à l'engouement, l'amusement jusqu'à la pâmoison, et l'impitoyable raillerie, jugée alors très spirituelle, porta un nouveau coup à ce qui restait de respect.

Comme pour achever le déséquilibre, une autre loi fut votée qui autorisait non les associations, — ce qui eût comporté de sérieux avantages, — mais les *réunions publiques*. De là un dévergondage de paroles à la fois vides et factieuses qui jamais n'avait été surpassé. L'Empereur, qui voulut cette loi, espéra-t-il que la démagogie se discréditerait par l'excès de ses clameurs ou la folie de ses revendications ? Vers la fin de l'année 1868 s'ouvrirent, dans les faubourgs, les salles de réunions. Les survivants, devenus assez rares, peuvent se rappeler le spectacle. C'est alors que se révélèrent les hommes que deux ans plus tard, la Commune rendrait fameux.

Dans les masses urbaines, certaines maximes se répétaient, acceptées comme autant d'axiomes : fraternité des peuples, abolition des armées permanentes. En ce très généreux langage, on eût pu discerner plus d'illusions que d'opportunité. Ce pacifisme était d'ailleurs lui-même à base de chauvinisme, car il supposait une France si puissante, si prestigieuse qu'il lui suffirait de vouloir la paix pour que la guerre n'éclatât jamais.

La gravité des conjonctures exigeait un train de vie silencieux, de telle sorte qu'en fuyant les incidents on évitât les conflits. Elle exigeait surtout l'appel au sacrifice, c'est-à-dire aux forces morales, par-dessus tout aux forces religieuses, ces vraies génératrices d'abnégation et d'obéissance. Or, à Paris et dans les grandes agglomérations, s'était développé un libertinage d'esprit qui, d'abord négligé ou inaperçu, débordait maintenant avec violence. On dédaigne fort cette impiété tranquille, aux clichés non renouvelés, qui a charmé pendant cinquante années les lecteurs du *Siècle* ; et une émulation, à la fois ingénieuse et grossière, se déploie pour inventer des blasphèmes inédits. Nulle autorité intangible, nul respect inviolé ; des cris de révolte poussés jusqu'à l'imprécation ; tout rite religieux banni, non seulement dans la vie, mais à l'heure de la mort. Tout est suspect, non seulement le christianisme, mais toute doctrine qui n'efface pas le nom de Dieu.

Petits griefs ou grandes accusations, reproches fondés ou inventions calomnieuses, tout se ramasse contre l'Empereur.

L'origine du régime, c'est le coup d'Etat du Deux-Décembre. Jusqu'ici la compression des lois et une certaine indifférence des masses ont voilé les souvenirs que cette date rappelait. Maintenant un livre paraît¹, d'autant plus habile qu'il se revêt de modération et qui remet en mémoire tout ce que les contemporains n'ont pas connu ou se sont appliqués à oublier. En se continuant, l'enquête vengeresse découvre un martyr, Baudin, mort le 3 décembre, pour la défense de la légalité. Pour lui ériger un monument, une souscription s'ouvre que le gouvernement, mal inspiré, juge factieuse : de là un procès qui grave dans le public deux noms : Baudin qu'on canonise, Gambetta que son plaidoyer rend fameux.

Bien plus que du coup d'État, l'Empereur se réclame de Napoléon Ier, son grand ancêtre. Or, un soin minutieux et persévérant se dépense pour la démolition du surhomme. L'histoire s'y emploie avec Lanfrey qui, sous la gloire, exhume les erreurs, les fautes, les crimes. La philosophie, venant à la rescousse, met en lumière les lois morales violées. Le roman apporte sa contribution avec Erckmann-Chatrian, qui montre les jeunes recrues de 1813 partant mélancoliques et résignées pour une campagne dont elles ne reviendront pas.

¹ *Paris en décembre 1851, la province en 1851*, par TÉNOT.

L'année 1869 est celle du centenaire du grand Empereur. Des cérémonies officielles, mais dans le public nulle vibration. Et les vieillards ne se lassent pas de comparer cette indifférence avec le concours des Parisiens venant, en 1840, sous le ciel glacial de l'hiver, saluer le retour des Cendres.

Nul souvenir de la sollicitude du prince pour les classes populaires. Et pourtant quels n'ont pas été ses efforts ! Sous son règne, se sont développées les sociétés de secours mutuels, les salles d'asile, les œuvres de charité maternelle, les institutions en faveur des ouvriers malades, convalescents ou invalides. La prospérité générale a amené une hausse sensible des salaires. L'Empereur a porté ses vues plus haut et plus loin. Il a caressé le plan de groupements internationaux où les ouvriers des divers pays se formeraient à la fois à mieux remplir leur tâche professionnelle, à exercer pacifiquement leurs revendications. Dans cette pensée, il a non seulement toléré mais favorisé, dès le milieu de son règne, l'*association internationale des travailleurs*. La même inspiration l'a guidé quand, trois ans plus tard, en 1864, malgré le Conseil d'Etat plus froid qu'empresé, malgré la Chambre plus docile qu'approbatrice, il a fait voter la loi qui supprimait le délit de coalition et autorisait les ouvriers à se liguier pour la défense de leurs intérêts.

Maintenant toute cette vigilante sollicitude est oubliée. Dans les réunions publiques, le peu qu'on sait de l'histoire romaine se monnaie en insultes contre l'Empereur qui est à la fois Tibère, Néron, Caligula. Un jour, un cordonnier, plus lettré que les autres, parle même d'Héliogabale. Cependant l'*Association internationale des travailleurs*, société d'études dans l'esprit de l'Empereur, s'est transformée en société de combat et en ses congrès tenus hors de nos frontières, à Bruxelles en 1868, à Bâle en 1869, ne tend qu'à tout bouleverser. Quant à la loi des coalitions, elle manifeste surtout ses effets par des grèves multiples où fréquemment la politique se mêle aux intérêts professionnels et même les domine. Loin qu'elles se déroulent dans le calme, elles ne sont souvent qu'occasion de désordre. Et il arrive qu'entre les grévistes et la force publique surgissent des conflits sanglants : ainsi en sera-t-il en juin 1869 à La Ricamarie, dans le bassin houiller de Saint-Etienne.

IX

Napoléon III devait réserver à l'avenir toutes les surprises. Il lui fut donné de séduire par la générosité de ses intentions autant que de stupéfier par l'énormité de ses fautes.

Sous le tumulte des manifestations hostiles, il conserva son sang-froid et se préserva de toute colère. Il eût pu retirer ce qu'il avait concédé et rétrograder jusqu'au régime de 1852. Il se garda de cette tentation. En restreignant les franchises publiques, il n'a pas entendu les détruire. Il les a plutôt mises sous le séquestre, un séquestre qu'il s'est réservé de lever quand l'heure propice serait venue. Et le voici qui, impassible au milieu du tapage grossissant autour de lui, travaille à organiser la liberté.

Il le peut ; car, grâce aux masses rurales, les élections de 1869 ont été, à tout prendre, un succès. Quelques élections sensationnelles : Gambetta, Ferry, Bancel, qui figurent la politique radicale, et Raspail qui incarne l'appel au

désordre. Mais dans la droite modérée, au centre droit, au centre gauche, combien d'hommes, aujourd'hui un peu oubliés, mais bien dignes par leur sagesse et leurs lumières d'inspirer ou de manier le pouvoir : Buffet, type accompli du bon député et du bon citoyen ; Segris, éloquent autant que personne quand il avait vaincu les hésitations de sa nature timide ; Louvet, d'admirable valeur morale autant que de savoir lumineux ; M. Mège, d'esprit clair et méthodique ; M. Gressier, un peu rude mais de remarquable vigueur ; M. Chesnelong à l'éloquence trop apprêtée mais chaude et entraînante ; M. de Talhouët, l'honneur même ; M. Plichon, rude de manières, saccadé de langage, mais incapable de déguiser ou même d'atténuer une vérité utile ; M. Larrabure, indépendant autant que fidèle, et l'un des hommes rares dont la courageuse clairvoyance prévoit et ose signaler les prochains périls.

Tous ces hommes sont hommes d'ordre, hommes de liberté aussi. Au nombre de cent seize, ils sollicitent respectueusement le souverain d'achever l'œuvre de liberté, commencée en 1860, continuée en 1867. Un message du 12 juillet 1869 fut la réponse. La Chambre, définitivement émancipée, échappait en matière d'amendement à la tutelle du Conseil d'Etat. Elle recouvrait le droit d'initiative. Le budget lui serait soumis, non par grandes divisions, mais par chapitres. Elle aurait le droit d'élire son bureau ; enfin une incompatibilité que nos contemporains trouveraient tout à fait extraordinaire cessait, et il était stipulé que les députés pourraient être ministres.

L'Empereur, qui surprenait par ses promptitudes, étonnait aussi par ses lenteurs. Quand la réforme eut été sanctionnée par le Sénat, plus de quatre mois s'écoulèrent dans l'incertitude ; un seul acte significatif : la retraite de M. Rouher pompeusement relégué dans la présidence du Sénat. Ce long interrègne signifiait-il hésitation ou repentir ? Parmi les gens de cour, parmi les hauts dignitaires, plusieurs le crurent ou affectèrent de le croire. Cependant un nom circulait de plus en plus, celui d'Emile Ollivier, un homme nouveau, trop nouveau même, car aucun passage aux affaires ne lui avait appris le maniement de la politique. A la fin d'octobre, sous un déguisement qui le rendait méconnaissable, — et ici se retrouve ce goût de mystère qui, jusqu'au bout, hanta Napoléon, — il se rendit à Compiègne. Dans les régions officielles, beaucoup doutaient encore que l'évolution s'achevât. Enfin le 2 janvier 1870 parut le ministère dont Emile Ollivier était le chef, bien qu'aucune désignation officielle ne marquât sa primauté.

X

Une idylle avant la tragédie, tel apparaît le ministère Ollivier ; et ce contraste fut le dernier de ce règne, le plus fécond en contrastes qui fût jamais.

Nul homme ne saisit le pouvoir avec un plus grand désir du bien. Chez lui nulle aspiration à jouir, mais au contraire un appareil de simplicité qui, à force d'être austère, prenait un air de leçon. Il y a eu des partis en France : Emile Ollivier souhaite l'universelle union. Il attire à lui les vieillards tels que Guizot et Odilon Barrot ; il fait plus encore appel aux jeunes gens et, sans aucune inquisition sur le passé, ne demande à tous que travail, instruction, loyauté. Il est éloquent autant que personne, d'une éloquence à la fois brillante et nourrie d'idées, car dans la longue obscurité où s'est écoulée sa jeunesse, il a étudié les plus grands

maîtres de la philosophie et de l'histoire, en sorte qu'il porte en lui cette haute culture générale qui est le complément de l'homme d'Etat et en est aussi la parure.

A l'appel confiant d'Ollivier, le pays, — et c'est ce que les survivants peuvent attester, — répondit par une confiance égale. Ce fut une impression presque universelle, sinon de jeunesse, au moins de rajeunissement : un souverain animé des intentions les plus droites ; autour d'Ollivier, des ministres comme Buffet et le comte Daru, capables, intègres, sagement patriotes, très honnêtes gens et le proclamant même trop ; car on eût dit qu'ils avaient retrouvé, comme on ferait d'un bijou égaré, l'honnêteté perdue. Avec cela, un demi-ralliement des anciens partis ; au Palais-Bourbon, des députés, en majorité sages, éclairés, animés du plus sincère loyalisme et disposés à se prêter, les uns avec ardeur, les autres avec la plus correcte docilité, à l'œuvre entreprise par le souverain. Enfin, à l'extérieur, un horizon qui semble éclairci, en sorte qu'après avoir beaucoup tremblé, on se reprend à l'espoir d'une longue paix.

J'ose à peine prolonger ce tableau à la fois radieux et cruel, tant se projette aujourd'hui, à nos yeux, l'image de ce qui suivit. Même sur l'heure, à travers les beaux rêves que se forgèrent les contemporains, ne distinguerait-on pas, sous l'éclat, la fragilité ?

Dans l'ombre se cachent les vieux bonapartistes très discrets encore, mais guettant l'heure de devenir pressants, presque impérieux. Ils se gardent de contredire le maître ; seulement, avec une douceur non exempte de perfidie, ils observent que la Constitution de 1852 a valu à la France dix-sept années de paix. Ils ne sont ni sans appui ni sans espoir. Rouher a conservé des amis. On sait l'Impératrice peu favorable à la récente évolution. Pour guider la réaction que déjà l'on prévoit, un nom se prononce, celui de M. Haussmann, un homme de ressources qui saurait sans doute restaurer l'ordre comme il a reconstruit Paris. C'est parmi les sénateurs qu'on recueillerait surtout les signes de mauvaise humeur. Ayant été pendant dix-sept ans les gardiens de la Constitution de 1852, ils manifestent quelque surprise d'avoir à garder maintenant une constitution toute contraire. Trop dociles pour l'opposition ouverte, ils se prêtent à imprimer force de loi aux projets impériaux ; mais leurs omissions étudiées et leurs discrètes réserves laissent clairement entendre avec quel empressement joyeux ils proposeraient le rejet de ces mêmes réformes qu'ils ne ratifient qu'avec une morne obéissance.

Un amalgame fâcheux de doctrines contradictoires devient pour ceux qui gouvernent une autre cause d'affaiblissement. Quand eurent été publiés les sénatus-consultes du 9 septembre 1869¹ et du 20 avril 1870², il ne manqua pas d'impérialistes autoritaires pour répéter, non sans ironie, qu'à ce compte-là il eût autant valu rétablir la monarchie, car ni Louis XVIII, ni Louis-Philippe n'eussent fait mieux ni autrement. C'était atteindre au plus sensible endroit l'amour-propre de l'Empereur. Autant il se piquait d'être libéral, autant il répudiait le gouvernement parlementaire. Il voulait une Chambre associée au pouvoir, non souveraine, des ministres responsables, non devant les députés, mais devant lui. A la pensée qu'il pourrait paraître un simple copiste, il se révolta et incontinent résolut de marquer de sa griffe les institutions dues à son initiative ; de là, — se jetant à la traverse des théories constitutionnelles classiques, — un brusque

¹ Voir DUVERGIER, *Collection des lois*, 1869, p. 269 et suiv.

² Voir DUVERGIER, *Collection des lois*, 1870, p. 93 et suiv.

retour offensif des doctrines napoléoniennes sur la souveraineté du peuple. Au début de l'Empire, la Constitution de 1852 avait été soumise à la ratification populaire ; il était juste que les institutions nouvelles ou du moins renouvelées subissent la même épreuve. Ainsi parlèrent les officieux.

Au seul mot de plébiscite, ce fut parmi les parlementaires une vraie débandade : deux des ministres, Buffet et après lui Daru, donnèrent leur démission ; ce fut, au contraire, parmi les bonapartistes réactionnaires un vif retour d'espoir, tant ils jugeaient que le maître, un instant égaré, se replaçait dans les traditions de sa race. Régime parlementaire, régime plébiscitaire, était-il possible de les concilier, et, s'il fallait opter, qui des deux l'emporterait ? Dans les temps qui suivirent, ce fut un tel tumulte de discussions que tout ce qui avait paru clair jusque-là s'obscurcit. Ce que le public cultivé ne comprenait qu'avec peine, les masses populaires ne le comprirent pas du tout. A travers les questions compliquées qui leur furent soumises, elles ne découvrirent qu'une seule chose, ce fut qu'on leur demandait d'affirmer ou de répudier l'Empire : 7 millions de suffrages favorables, 1.500.000 suffrages hostiles, tel fut le plébiscite. Vis-à-vis de l'Empereur, l'hommage était complet, mais un hommage qui passait par-dessus les ministres, perdus dans la manifestation comme l'était le gouvernement parlementaire lui-même, et diminués plutôt qu'affermis.

Emile Ollivier réussirait-il par prestige ou sagesse à dominer toute cette confusion ? Ou passerait-il sans imprimer profondément sa trace, à la manière de ces héritiers présomptifs, brillants, populaires et de courte vie, qui meurent avant la vacance du trône et de toute façon ne sont pas faits pour régner ? Je touche ici à l'histoire conjecturale, la plus malaisée, la plus décevante de toutes. Mais n'est-il point permis de hasarder un pronostic ? Souvent il arrive qu'au milieu des dons les plus rares, un seul défaut, à force de déborder, gâte tout. Trop de contentement de soi-même eût été sans doute, à l'usage, la perte de cet homme si distingué par le talent, si pur par les intentions, si exemplaire par l'intégrité. Son grand malheur n'eût pas été de commettre des fautes, mais de vivre dans la persuasion sereine qu'il n'en commettait aucune. Son infatuation était d'ailleurs aussi peu déplaisante que possible, tant elle s'étalait sans artifice ! Son élévation, si inattendue qu'elle fût, ne le grisa nullement, tant il trouvait naturel d'être le premier. Il se montra de relations faciles avec ses collègues du ministère, les jugeant braves gens et tout à fait à leur place. On remarqua bien vite qu'il était plus loquace qu'il ne convient à un homme d'Etat, non de cette loquacité calculée d'un Bismarck appliqué à déconcerter par ses paroles comme par ses silences, mais d'une loquacité abondante et sonore, mal habituée à se surveiller elle-même, comme il arrive quand on a grandi entre Marseille et Saint-Tropez. Vis-à-vis de l'Empereur ce personnage inaugura une manière toute nouvelle, ne se montrant ni complaisant, ni contradictoire, mais s'insinuant doucement dans l'âme du souverain dont il avait pénétré la nature rêveuse, compliquée, un peu malade, et pour qui il s'était épris du plus sincère attachement : **Cher Sire !** disait-il en parlant au prince. Napoléon souriait, un peu amusé, un peu ému aussi de ce vocable inaccoutumé. Et le ministre, pareillement ému, souriait à son tour, en homme à qui une place à part permet un langage à part aussi.

Pendant les premiers temps, les projets généreux et les intermèdes éloquents défrayèrent l'attention. Comme les jours s'écoulaient, les meilleurs amis d'Ollivier eux-mêmes s'inquiétèrent un peu d'une activité qui se portait sur tout sans rien pousser à fond. Quant à lui, la même confiance le soutenait.

Cependant, les opposants, un instant déconcertés, reprenaient courage et cherchaient quel obstacle de grosseur raisonnable, placé à propos sous le char ministériel, réussirait à le faire tomber. Sur ces entrefaites, l'obstacle se dressa, mais si formidable, que rien n'y résisterait, pas plus le trône que le ministère. Vis-à-vis d'Emile Ollivier la destinée se montra tout ensemble sévère et généreuse : sévère, en ne lui laissant que six mois pour exercer le pouvoir ; généreuse, en lui accordant quarante ans de survie où, écrivain remarquable quoique trop prolixe, il pourrait, tout à son aise, se raconter.

XI

On observe souvent que les hommes, au déclin de l'âge, retournent d'instinct en arrière et, refaisant le chemin qu'ils ont parcouru, reproduisent en eux, au moment de disparaître, l'image remarquablement fidèle de tout ce qu'en bien ou en mal ils ont été jadis. Même répétition de gestes, même obstination dans la sagesse et dans l'illusion. Où l'on eût imaginé un renouvellement, on ne trouve qu'un décalque.

Ce qui est vrai pour les hommes l'est souvent aussi pour les Etats, et le Second Empire en est un exemple. Dans la catastrophe où il s'abîma, on retrouve, comme en une copie étonnamment ressemblante, la persistance des mêmes pratiques qui ont été celles du début du règne. En des conjonctures tragiques et en un cadre agrandi, ce sont les mêmes erreurs, les mêmes à-coups. Seulement jusqu'ici la chance propice a voilé les fautes. Maintenant l'adversaire est d'autre taille, et la fortune nous a quittés.

J'essaie de fermer les yeux, comme pour mieux ressaisir les similitudes entre le règne qui commence et le règne qui finit. Le grand mal de l'Empire a été l'infatuation, une infatuation accrue par un long bonheur. N'est-ce pas cette infatuation mêlée de témérité et de hâte étourdie, qui, dès la nouvelle de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne, amène le 6 juillet, à la tribune, le duc de Gramont et lui inspire des paroles si tranchantes que l'on n'aperçoit plus que deux solutions : ou un recul un peu humilié pour la Prusse, ou pour demain la guerre.

Que si l'on creuse davantage, un autre trait du régime se découvre qui précipite la catastrophe. Ce qui fut infatuation a été aussi, dans les années heureuses, incohérence. Or la même incohérence, les mêmes entrecroisements de pensées se retrouvent en cette heure décisive où un ennemi terrible guette notre premier faux pas. On a d'abord menacé, comme si l'on voulait s'interdire à soi-même et fermer aux autres toute retraite. Puis, en une disposition un peu amollie, on commence à discuter. Seulement la suite des pourparlers se ressent des formes comminatoires qui en ont été le prélude, et tandis que les voix s'efforcent de redevenir calmes, les mains se portent convulsivement sur l'épée. Malgré tout, on semble toucher à un arrangement. La funeste candidature est abandonnée et, pendant douze heures, on croit le conflit apaisé. Mais on veut ajouter à un succès aussi notable que légitime un engagement pour l'avenir, bien propre à piquer au jeu l'amour-propre prussien. L'Empereur est faible et sujet à ces brusqueries subites par lesquelles les irrésolus échappent à la torture d'être indécis. Sous les objurgations, il fléchit, moitié en malade excédé, moitié en fataliste qui jette les dés. Cette incohérence suprême résume, comme en une image presque

symbolique, toutes les inconséquences du règne. Et c'est ainsi que se rejoignent, à la dernière heure, les violents qui ne redoutent point la guerre et l'Empereur qui ne voudrait que la paix.

La guerre est déclarée. Depuis Metz jusqu'à Belfort, notre armée s'échelonne sur une ligne de plus de soixante lieues, trop longue, trop amincie pour ne pas offrir de points vulnérables. C'est déjà une chance mauvaise, mais que peut conjurer une offensive rapide ; car l'ennemi, si supérieur en nombre, est en pleine mobilisation. Mais, dès l'abord, les imprévoyances se révèlent : pour une immédiate entrée en campagne, tout manque, les attelages, les harnais, les couvertures, le matériel d'ambulance, les effets de campement. Ce qui arrive, arrive souvent à l'état dépareillé. Et nous voici accrochés à nos positions, et nous consumant en demandes affolées, en retards mortels. Y a-t-il lieu de s'étonner comme d'une nouveauté ? L'Empire a été l'infatuation, il a été l'incohérence, il a été aussi, — et c'est là un de ses traits distincts, — l'imprévoyance. Ces dépêches, tour à tour irritées ou suppliantes, qui de Saint-Avold, de Metz, de Strasbourg, arrivent au ministère de la Guerre, ne sont point documents originaux, mais plutôt simples copies. Au début du règne, en 1854, des dépêches pareilles, formulant les mêmes doléances, sont parties de Gallipoli et de Varna ; en 1859, à l'époque de la lutte contre l'Autriche, mêmes plaintes datées de Suze, de Turin. Seulement ces époques ont été celles des imprévoyances non mortelles. Aujourd'hui nous nous répétons, mais au risque de la vie.

La fortune nous a trahis. Wissembourg, Forbach, Frœschwiller, voilà la trilogie de la défaite. Sur la plaine de Châlons, comme sur une grève après la tempête, viennent échouer, misérables épaves, les vaincus des fatales journées. Mac-Mahon conduit cette foule. Deux conduites possibles : tenter de rejoindre Bazaine qui se débat dans Metz contre l'encerclement ; regagner Paris pour y organiser la défense. Le péril est partout : si l'on marche vers l'Est, celui de ne pouvoir rompre le cercle et d'être soi-même écrasé ; si l'on rétrograde vers Paris, celui, — très réel quoique bien moindre, — d'étaler la défaite au point qu'elle paraisse irrémédiable. L'heure presse et le pire est d'hésiter. Mais tout se rassemble contre nous. A Paris, deux volontés tenaces, celle de l'Impératrice, celle de Palikao, mais trop téméraires, trop violentes, pour être l'énergie vraie. Ces deux voix, également impérieuses, s'unissent pour éloigner de la capitale les vaincus de Frœschwiller, et à tout risque les pousser vers Metz. Cependant Mac-Mahon, harcelé, torturé de ces appels, est à la fois trop sensé pour une entière obéissance, trop obéissant pour dépouiller sa vocation de chef discipliné et tout risquer pour tout sauver. Et pendant plus de huit jours, l'oreille tendue vers les dépêches de plus en plus rares, de plus en plus confuses qui lui arrivent de la région de Metz, il poursuit à travers les Champagnes une marche en zigzag, marche d'homme ivre ou de bête traquée.

J'abrège ces misères décrites tant de fois. Mais cette incertitude de plan, n'est-ce pas, en des proportions prodigieusement agrandies, avec des conséquences bien autrement tragiques, l'Empire lui-même qui, avant de finir, reflète sa propre image ? On aurait pu observer jadis les mêmes flottements, les mêmes résolutions contradictoires si les distances, l'indifférence ou l'ignorance publique, le silence plus ou moins obligé des journaux n'avaient presque toujours prévenu les révélations trop sensationnelles. Ces tâtonnements, on aurait pu les noter au Mexique, en Italie, et bien plus encore en 1854, au début de l'expédition d'Orient, quand Saint-Arnaud, en une extraordinaire imprécision de desseins, songe d'abord à une expédition contre Anapa, une forteresse sur la côte orientale de la mer Noire, puis s'engage avec une témérité folle dans la Dobroutscha et

enfin vogue vers la Crimée, en véritable aventurier, sans bien savoir où il abordera, ni quels obstacles il rencontrera, ni quelles sont les défenses de Sébastopol. Ce sont les années de gouvernement facile, celles où les erreurs, même les moins pardonnables, passent sans éveiller le blâme ou sont à peine connues. Et l'on peut après coup regretter cette silencieuse indulgence ; car la critique, en signalant les fautes, eût peut-être appris à ne pas les recommencer.

Maintenant voici le dernier acte. Le 1er septembre, après une journée de combat, l'armée dévale en flots confus dans Sedan. Ici nul rapprochement possible, tant l'horreur des choses déconcerte tout ce que jadis les yeux ont vu ! Cependant, si nulle image du passé ne peut plus être évoquée, un homme, l'Empereur, reflète sa nature tout entière en ce jour qui est le dernier avant la captivité et l'exil. Tout ce qu'on peut souffrir, il l'a, depuis un mois, souffert. Il a été rejeté de Paris, et par la volonté de l'Impératrice. A l'armée il ne peut, ni rien ordonner puisqu'il a abdiqué le commandement, ni s'anéantir tout à fait puisque, malgré tout, il est l'Empereur. La profusion de ses serviteurs, la somptueuse escorte de ses cent gardes, l'éclat subsistant de sa maison militaire ne font que mieux ressortir par contraste sa profondeur de misère. Son pauvre corps, tout secoué par de lancinantes douleurs néphrétiques, est torturé autant que son âme. Tout d'abord, son fils lui est resté. A l'une des étapes, on l'a éloigné comme on éloigne les enfants du lit des malades quand commence l'agonie. C'est en cet excès inouï d'infortune que l'Empereur a échoué dans Sedan. Mais, tout courbé sous le poids de ses incroyables fautes, une vertu lui reste, je veux dire une bonté compatissante, assez rare dans les Cours, plus rare encore chez les princes. Et de cette humaine bonté qui a été sa marque, l'Empereur, à l'heure où tout se retire de lui, va fournir le témoignage. Dans cette forteresse de Sedan, au soir du 1er septembre, point d'autre alternative qu'une capitulation que l'avenir sans doute jugera honteuse, ou une trouée désespérée où presque tout le monde périra. Dans l'extrémité où il est réduit, la mort sera plus clémente pour le souverain que ne peut être la vie ; et un dernier effort sans espoir ni peur absorbera les fautes politiques et militaires dans l'héroïque beauté d'un suprême sacrifice. Il y a dans la langue latine un mot qui manque à notre langue, ce mot de *facinus*, mot mystérieux, farouche et sombre, qui veut dire à la fois noble action et crime. Napoléon se garde de ce *facinus* — je répète à dessein ce mot intraduisible —, qui, sur l'heure, eût précipité dans le trépas quatre-vingt mille braves gens, mais qui, dans le recul des temps, quand on eût oublié les morts, eût peut-être sauvé la légende impériale.

Dès que la défaite eut été certaine, il n'eut plus qu'une pensée : arrêter le combat. *Il n'y a eu que trop de sang répandu*, disait-il tout éperdu à ses officiers. Ainsi parlait cet homme descendu à un tel degré d'infortune que l'antiquité l'eût jugé sacré. Humain, et plus humanitaire encore qu'humain, il l'avait été toute sa vie : il le fut à cette heure suprême, et c'est même la seule unité qui se retrouve en cette existence toute ballottée entre le vide et le chaos. Le courage de s'humilier devant l'ennemi serait plus grand que celui de mourir. Le souverain avait abdiqué à Paris le pouvoir politique, à Metz le commandement militaire. Il redevint le premier pour boire à la coupe amère ; et, le 2 septembre, à 6 heures du matin, sortant de Sedan par la porte de Torcy, il se rendit à Donchery, puis au château de Bellevue, pour livrer au victorieux sa personne et son armée.

Je n'ai pas résisté, dans ma vieillesse, à ressaisir l'image de cet homme compliqué dont j'ai jadis raconté le règne. Funeste, il l'a été ; à peine ai-je tracé

ce mot que je voudrais en adoucir la dureté, tant il fut bon et même pourvu de lumières, quoique de lumières qui ne se montraient que pour se voiler presque aussitôt. Emile de Girardin a dit de lui : *Si l'on était encore au temps où l'on donnait des surnoms aux princes, on appellerait Napoléon III Napoléon le bien intentionné*. En ce mot, se peint le pauvre Empereur, chimérique et bienveillant, débile et fastueux. Quand on songe à son intense désir du bien, on est tenté de le ranger, en dépit de ses fautes, parmi les hommes de bonne volonté à qui les saints livres ont promis la paix en ce monde et en l'autre la récompense. Seulement je me figure que les esprits célestes qui, au jour de la naissance du Christ, annoncèrent la parole divine, se seraient épouvantés que tant de bonne volonté ne produisît que tant de confusion ; tout effarés de ce chaos, ils auraient à peine touché la terre, et déployant leurs blanches ailes, ils seraient bien vite, pour y trouver la vraie paix, remontés vers le Ciel d'où ils étaient descendus.

FIN DE L'OUVRAGE